



La France dans l'Europe : quel avenir, quelles priorités ?

Synthèse de la consultation

13 février 2024

Sommaire

- Objectif de la consultation
- Chiffres de participation
- Méthode d'analyse
- La synthèse en un regard
- Réponses aux questions fermées
- Réponses à la question ouverte

Objectif de la consultation



Objectif de la consultation

Le Gouvernement français place au cœur de son action la construction européenne, convaincu que c'est à l'échelle européenne que l'on pourra régler les grands défis de notre temps : **lutte pour le plein emploi**, la croissance et l'innovation, **protection de l'environnement** et de la biodiversité, **régulation du numérique**, protection de nos concitoyens face aux **conflits internationaux**, etc.

Depuis 2017, la France plaide au sein de l'Union européenne pour développer la « souveraineté européenne ». L'objectif est clair : permettre aux Etats membres de l'Union européenne d'être forts et autonomes dans un monde traversé par des crises multiples.

Alors que **des élections européennes se tiendront le 9 juin 2024**, cette consultation vise à vous interroger sur votre rapport à l'Europe et les priorités que la France doit défendre au sein de l'Union européenne.



Consultation du 10 novembre au 15 janvier 2024

Chiffres de participation



Chiffres de participation



10 028
participants



15
questions



8
semaines de consultation



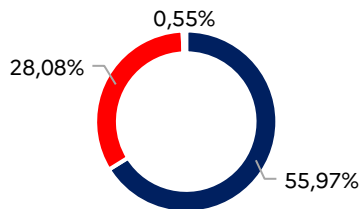
5 523
contributions à la
question ouverte



12
thématiques identifiées

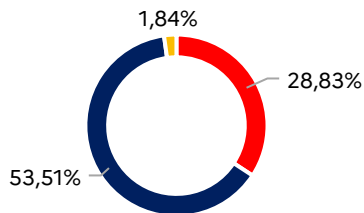
Informations sur le profil* des participants

Distribution du genre



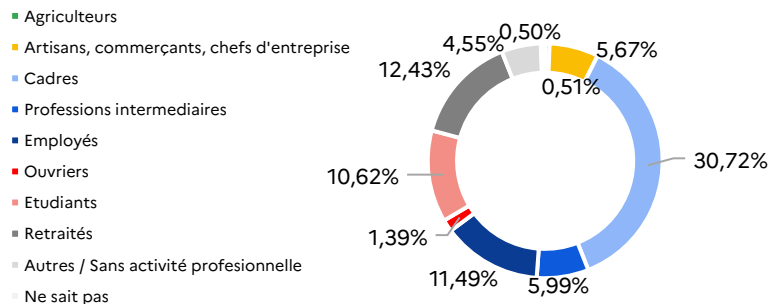
■ Homme ■ Femme ■ Autre

Distribution par habitat

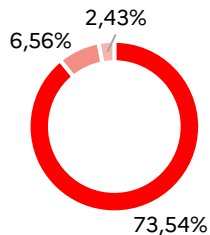


■ Rural ■ Urbain ■ Autre

Distribution par catégorie socio-professionnelle

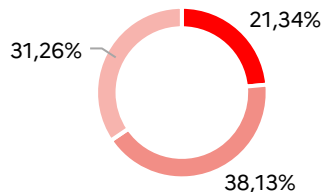


Fréquence de vote



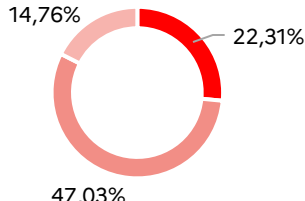
■ Souvent ■ Parfois ■ Jamais

Engagement sur le terrain



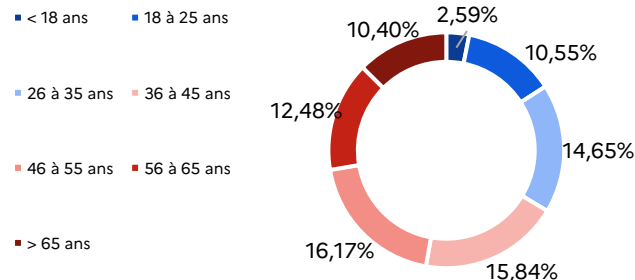
■ Souvent ■ Parfois ■ Jamais

Engagement en ligne



■ Souvent ■ Parfois ■ Jamais

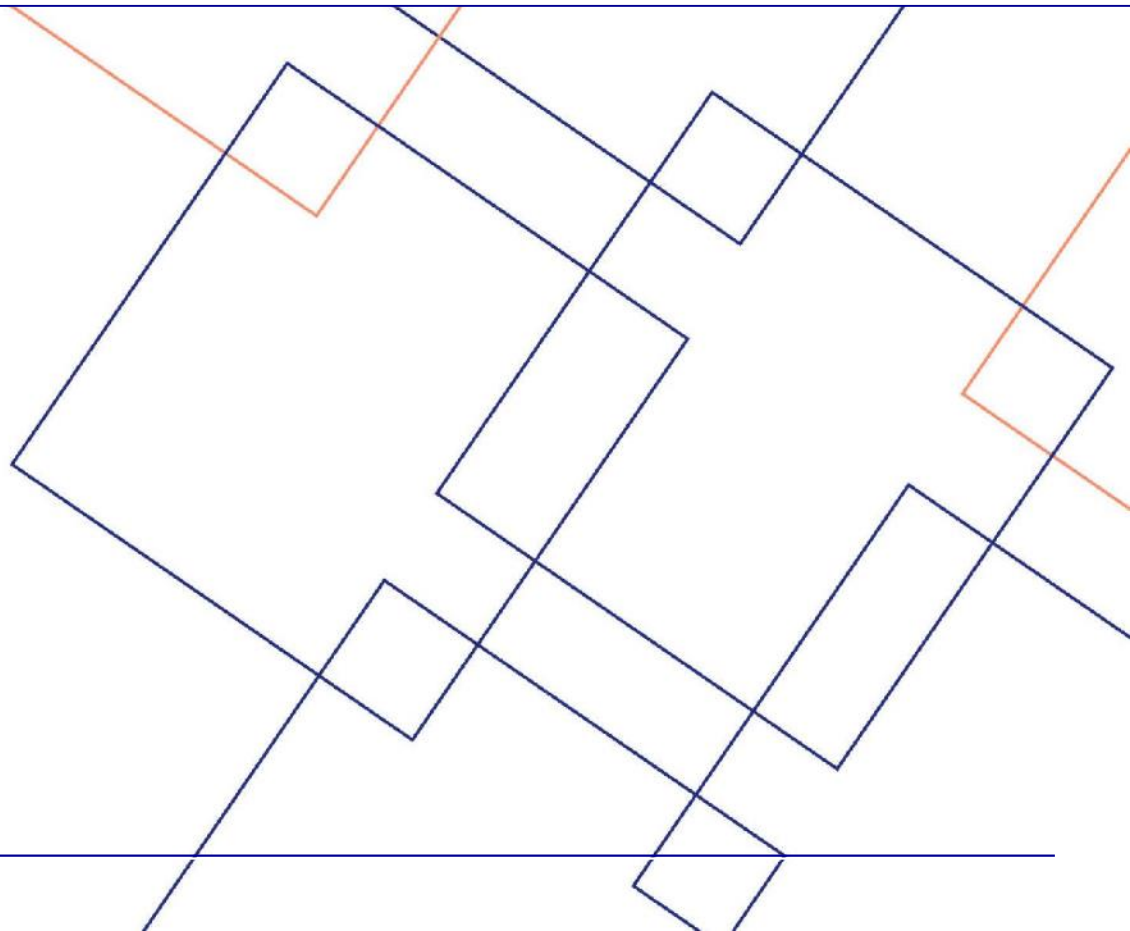
Distribution par âge



*Environ 80% des répondants ont rempli leurs informations de profil.

Bien que diversifié, le panel de répondants à cette consultation ne peut pas être considéré comme représentatif de la population française.

Méthode d'analyse



Méthode d'analyse



Traitement des questions fermées

- **Analyse à plat** présentant les variations de réponses de tous les participants sur les options proposées dans la consultation
- **Analyse croisée** soulignant les variations de réponses les plus significatives en fonction des informations de profil : genre, âge, catégorie socio-professionnelle, lieu d'habitation, engagement politique



Traitement des questions ouvertes

- **Analyse sémantique et lexicologique :**
 - analyse des contributions et séparation des idées distinctes qu'elles contiennent
 - analyse des idées majoritaires par regroupement thématique
- **Analyse des idées par grandes thématiques :**
 - analyse à plat des idées principales par thématique
 - analyse croisée soulignant les variations de réponses les plus significatives en fonction des informations de profil
 - partage de verbatims et de propositions concrètes

La synthèse en un regard



La synthèse en un regard

1. Les participants se sentent, en majorité, Européens >

Toutefois, des disparités persistent en fonction de l'âge (les personnes âgées ont tendance à plus revendiquer une appartenance européenne) et de la **catégorie socio-professionnelle** (une part plus importante d'ouvriers et d'employés se sent avant tout Française).

3 participants sur 4 revendiquent une double appartenance française et européenne.

2. La paix et le développement économique sont les principales forces de l'Union européenne >

L'Union européenne est plutôt considérée comme une **source de stabilité politique et économique**. Pour une majorité de répondants, la **paix depuis 1945** et l'**introduction de la monnaie unique** sont les plus grandes réussites de l'Union européenne.

*1 participant sur 2 considère que les avantages concrets de la France à être membre de l'UE sont la **protection contre les conflits mondiaux** et la **stabilité des économies**.*

3. La complexité et le déficit démocratique sont les principales faiblesses de l'Union européenne >

La **gouvernance de l'Union européenne** et sa **complexité** sont souvent décrites par les participants. L'Union aurait un **fonctionnement trop opaque** et serait **éloignée des préoccupations citoyennes**. Par ailleurs, le **manque de cohésion entre les Etats membres** est plusieurs fois mentionné comme cause de blocage pour faire avancer certains projets à l'échelle du continent.

*Presque 2 participants sur 3 pensent que le principal inconvénient de la France à être membre de l'UE est la **règle de l'unanimité pour faire avancer certains projets** à 27 pays.*

La synthèse en un regard

4. Créer un dialogue continu entre les citoyens et les institutions européennes >

Face à ce constat, les citoyens appellent à **renforcer le lien entre l'Union européenne et les citoyens** en renforçant son **fonctionnement démocratique**, avec l'**élargissement des compétences du Parlement européen** ou l'**élection d'un Président au suffrage universel direct**, mais aussi l'**introduction d'instruments de démocratie directe**. Ces mesures donneraient plus envie aux citoyens d'aller voter aux prochaines élections européennes.

*1 participant sur 2 pense qu'il faudrait **proposer des référendums** entre les élections européennes.*

5. Donner plus de place à l'Union européenne dans les médias >

Le fonctionnement de l'Union européenne est insuffisamment compris. Renforcer le lien entre l'Union européenne passe aussi par une **plus grande couverture médiatique** qui pourrait se concrétiser par la création de **chaînes d'information et d'une presse spécialisées sur les actualités européennes**. Une courte majorité des participants pense qu'il faut **rendre obligatoire un angle européen dans le traitement des informations dans l'audiovisuel public**.

*Près de 2 personnes sur 3 pensent que l'Union européenne **n'est pas suffisamment présente** dans les médias.*

6. Des participants favorables à l'adhésion de l'Ukraine sous conditions >

Un **sentiment de solidarité vis-à-vis de l'Ukraine** s'est exprimé dans la consultation. Toutefois, une vraie **divergence de point de vue** s'est cristallisée sur l'**adhésion de l'Ukraine** à l'Union européenne. Une **majorité de participants** pense que l'Ukraine a sa place dans le projet européen, **à condition qu'elle réponde aux exigences prévues par les traités européens**. Près d'un **quart d'entre eux** considère que **ce pays n'a pas sa place dans l'Union européenne** pour des raisons socio-économiques et culturelles.

4 participants sur 5 se sentent concernés par la guerre en Ukraine.

La synthèse en un regard

7. Le Gouvernement français devrait défendre en priorité l'innovation et la lutte contre la corruption >

Outre la protection des citoyens contre les conflits internationaux qui devrait être l'objectif premier de l'Union européenne, les participants aimeraient plus spécifiquement que la France défende, au sein de l'Union européenne, **plus de financements à la recherche, à l'innovation et à relocalisation des industries européennes**, ainsi que la création d'une **Haute autorité à la transparence de la publique européenne**.

*Près de 2 participants sur 3 aimeraient que la France défende plus de **financements à la recherche, à l'innovation et à relocalisation des industries européennes**. Plus de la **moitié des répondants** aimerait que la France défende la création d'une **Haute autorité à la transparence de la publique européenne**.*

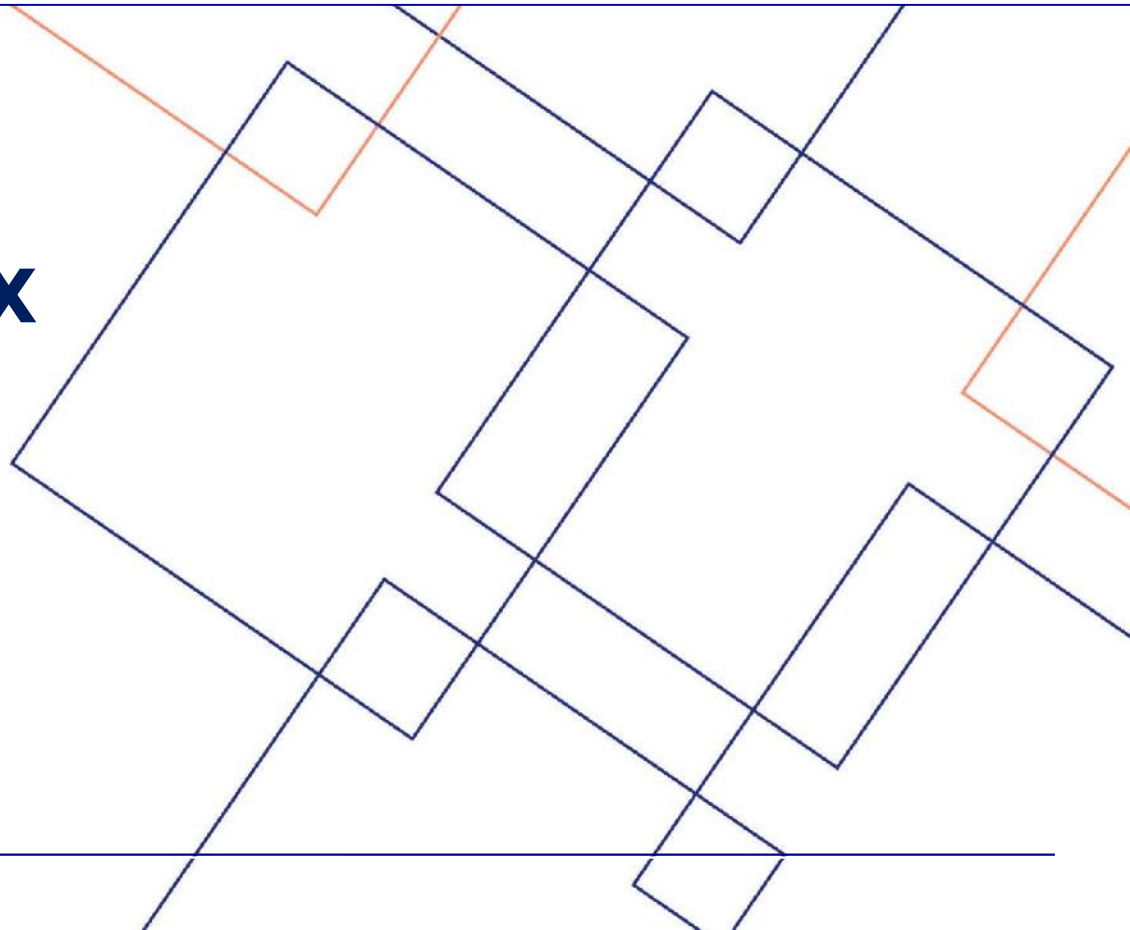
8. Une minorité de participants critique ou défavorable à l'Union européenne >

Bien que cette consultation ait permis de démontrer l'attachement de la population au projet européen, certains participants ont **exprimé des réserves sur l'intérêt de l'Union européenne** et sa capacité à répondre aux défis de demain.

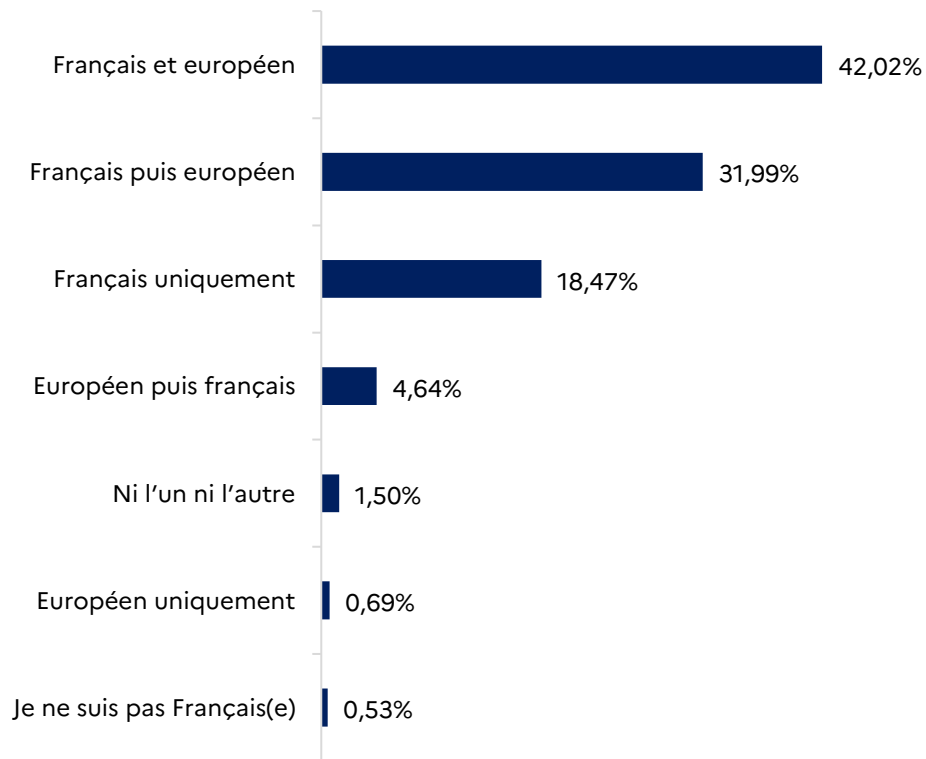
Au-delà de l'opacité de son fonctionnement, l'Union européenne serait incapable d'agir pour lutter contre le changement climatique, gérer l'immigration ou protéger les citoyens européens du fait des **trop fortes disparités politiques et économiques** entre les Etats membres. Les propositions pour y remédier vont d'une temporisation de son élargissement à une sortie en bonne et due forme de la France du projet européen.

*14% des participants se sont exprimés spontanément pour **remettre en cause le projet européen**.*

Réponses aux questions fermées



Vous sentez-vous... ?



À retenir

3 participants sur 4 revendiquent une **double appartenance française et européenne**.

1 personne sur 5 se sent néanmoins **Française uniquement**.

Une **minorité de répondants** se considère **Européens avant d'être Français**.

Ecart entre les profils des participants

Une **majorité des plus de 55 ans** se considère **Français et européens**. Une **part plus importante des 26 – 55 ans** se sent **Française uniquement**.

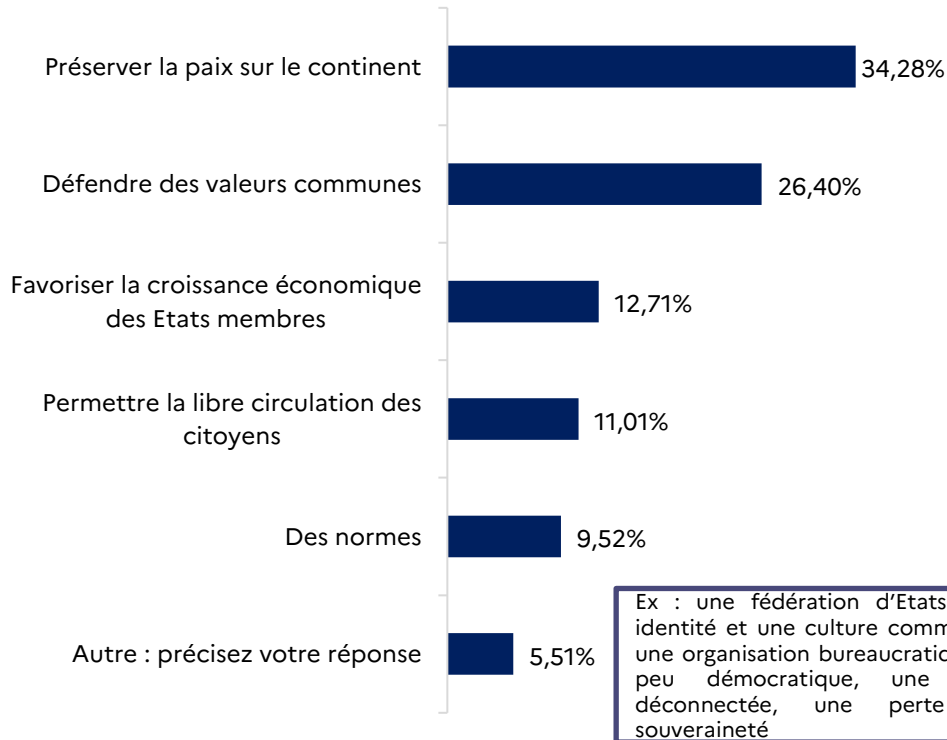
Une part plus importante de **personnes vivant en zone rurale, d'employés et d'ouvriers** se sent **exclusivement Française**.

Une part plus importante de **cadres** se sent **Français et européen**.

Plus les répondants déclarent **voter aux élections**, plus ils se sentent **Européens**.

Pour vous, l'Europe, c'est d'abord...*

1 seule réponse possible



À retenir

Les participants mettent **majoritairement** en valeur la **préservation de la paix** et la **défense des valeurs communes** dans l'imaginaire européen.

Environ **1 personne sur 10** pense que l'Europe, c'est d'abord des **considérations socio-économiques** (croissance et circulation des citoyens).

1 personne sur 10 considère l'Europe avant tout comme **des normes**.

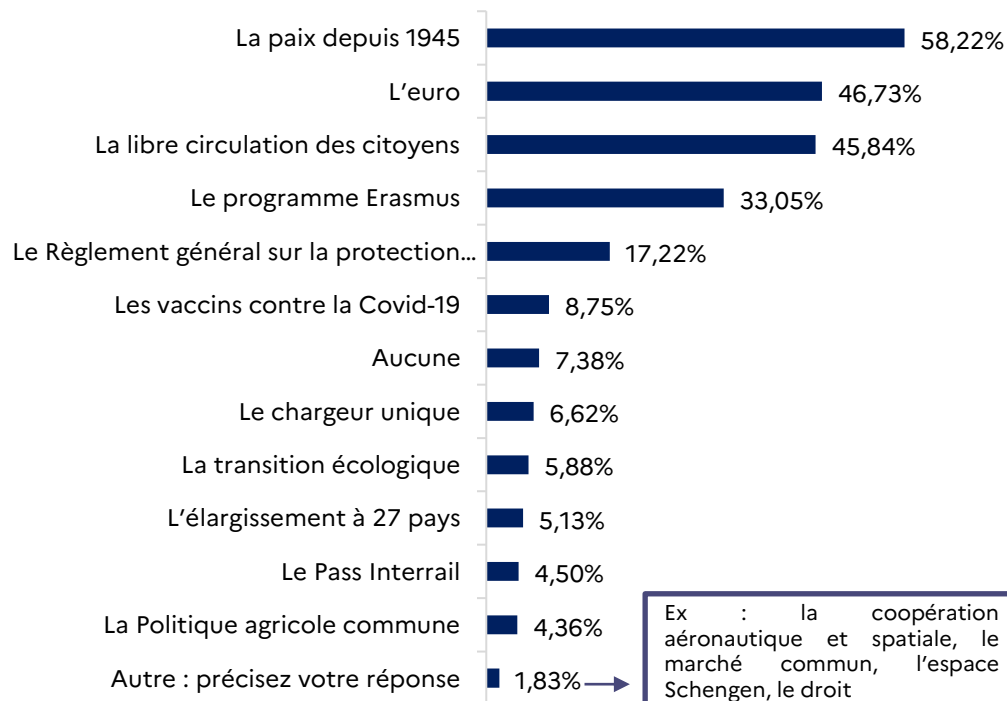
Ecart entre les profils des participants

Pour une part plus importante de **personnes âgées**, l'Europe, c'est d'abord **préserver la paix**. Pour une part plus importante des **moins de 18 ans**, c'est d'abord **défendre des valeurs communes**.

Pour une part plus importante d'**agriculteurs**, l'Europe, c'est d'abord des **normes**. Pour une part plus importante d'**ouvriers**, l'Europe, c'est d'abord **favoriser la croissance économique**.

Pour vous, quelle est la plus grande réussite, jusqu'ici, de l'Union européenne ?

3 réponses maximum par participant



À retenir

Plus d'**1 personne sur 2** considère que la **paix depuis 1945** est la plus grande réussite, jusqu'ici, de l'Union européenne.

Ils sont **près de la moitié** à citer, ensuite, la **monnaie unique** et la **libre circulation des citoyens**.

1 participant sur 3 considère que la plus grande réussite de l'UE est le **programme Erasmus** qui permet aux étudiants d'étudier dans un autre Etat membre.

Moins de **5% des participants citent la Politique agricole commune** comme plus grande réussite de l'Union européenne.

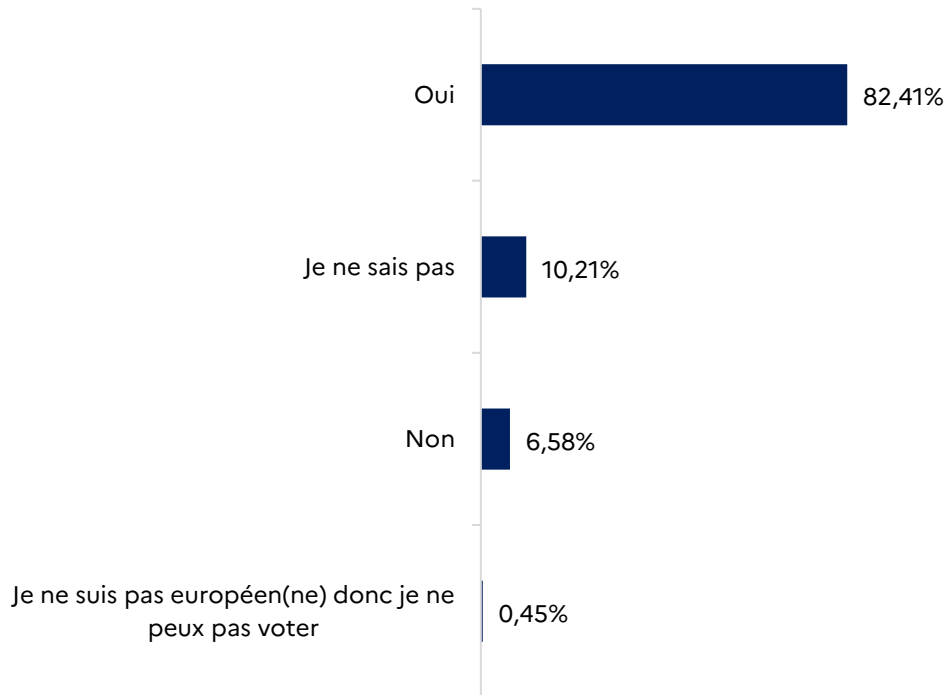
Ecart entre les profils des participants

Il n'y a pas de grandes disparités en fonction des informations de profil des participants.

À noter qu'une part plus importante d'**agriculteurs** cite la **Politique agricole commune** comme la plus grande réussite de l'Union européenne.

Des élections européennes auront lieu en juin prochain : comptez-vous aller voter ?

1 seule réponse possible par participant



À retenir

Plus de **8 participants sur 10** comptent **aller voter** aux prochaines élections européennes.

1 personne sur 10 est indécise.

Ce résultat est à relativiser par rapport aux profils des répondants : ils sont en effet une très grande majorité à déclarer qu'ils votent souvent lors des élections.

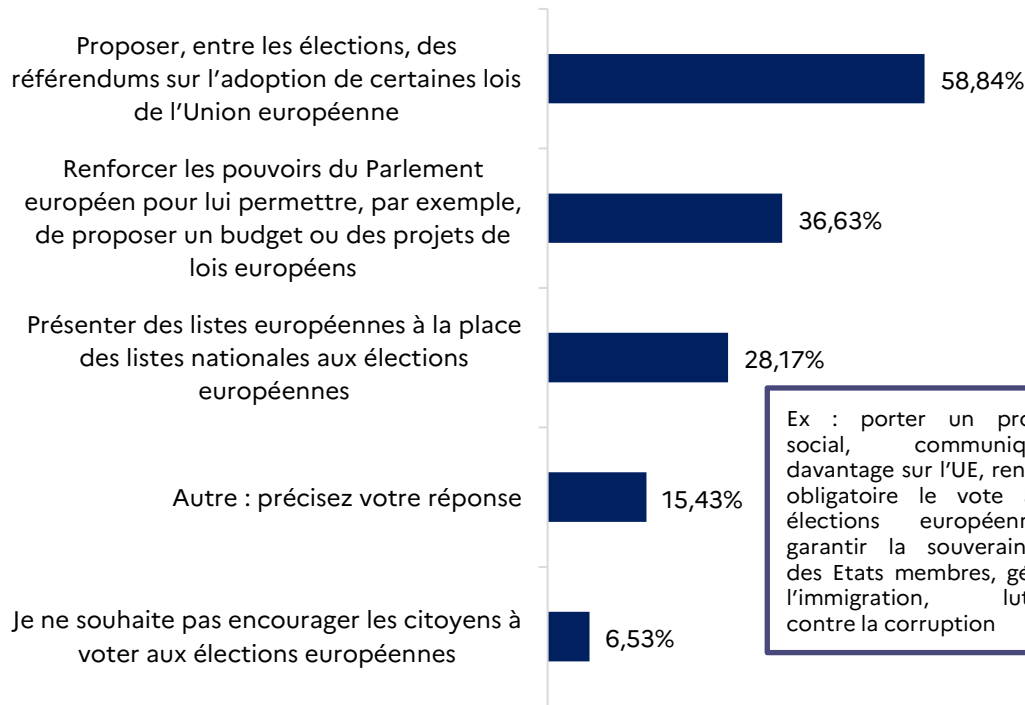
Ecart entre les profils des participants

Une part moins importante des **moins de 18 ans** compte **aller voter** aux prochaines élections européennes.

Une part **moins importante d'employés et d'ouvriers** compte aller voter ou est plus indécise.

Selon vous, qu'est-ce qui encouragerait les citoyens à voter aux élections européennes ?

3 réponses maximum par participant



Ex : porter un projet social, communiquer davantage sur l'UE, rendre obligatoire le vote aux élections européennes, garantir la souveraineté des Etats membres, gérer l'immigration, lutter contre la corruption

À retenir

La **majorité des répondants** pense qu'il faudrait **proposer des référendums** entre les élections pour créer un dialogue continu avec les institutions européennes.

1 personne sur 3 pense que **renforcer les pouvoirs du Parlement européen** encouragerait davantage les citoyens à voter aux élections européennes.

1 personne sur 4 pense qu'encourager la participation aux élections européennes passe par la **présentation de listes européennes** à la place des listes nationales.

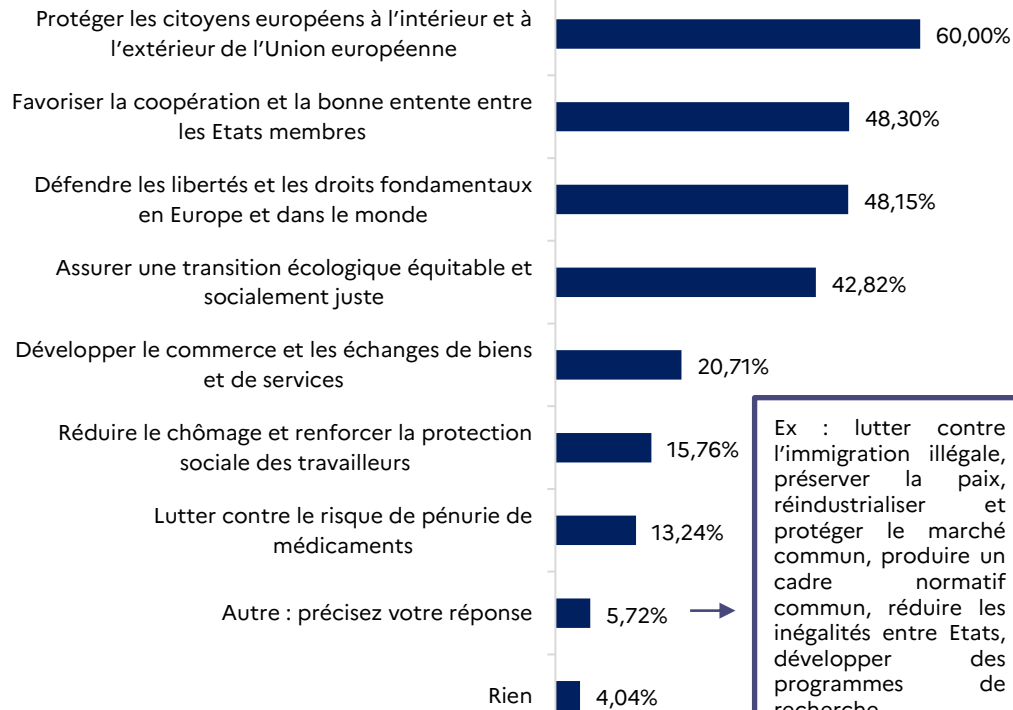
Ecart entre les profils des participants

Une **part moins importante d'employés et d'ouvriers** pense que des **listes européennes** encourageraient les citoyens à voter aux élections. Une plus grande proportion d'entre eux invite **plutôt à proposer des référendums** entre les élections.

Une **part plus importante d'étudiants** souhaite **renforcer les pouvoirs du Parlement européen**.

Selon vous, à quoi l'Union européenne doit-elle servir en priorité ?

3 réponses maximum par participant



Ex : lutter contre l'immigration illégale, préserver la paix, réindustrialiser et protéger le marché commun, produire un cadre normatif commun, réduire les inégalités entre Etats, développer des programmes de recherche

À retenir

La **majorité des participants** pense que l'UE doit servir, en priorité, à **protéger les citoyens européens** à l'intérieur et à l'extérieur du continent.

Il sont **près de la moitié** à également considérer que la priorité de l'UE doit être de **favoriser la coopération et la bonne entente** entre les Etats membres et **défendre les libertés et les droits fondamentaux** en Europe et dans le monde.

Les objectifs environnementaux ne sont pas non plus négligés avec plus de **2 personnes sur 5** qui choisissent la **transition écologique équitable et juste** comme priorité de l'UE.

Ecart entre les profils des participants

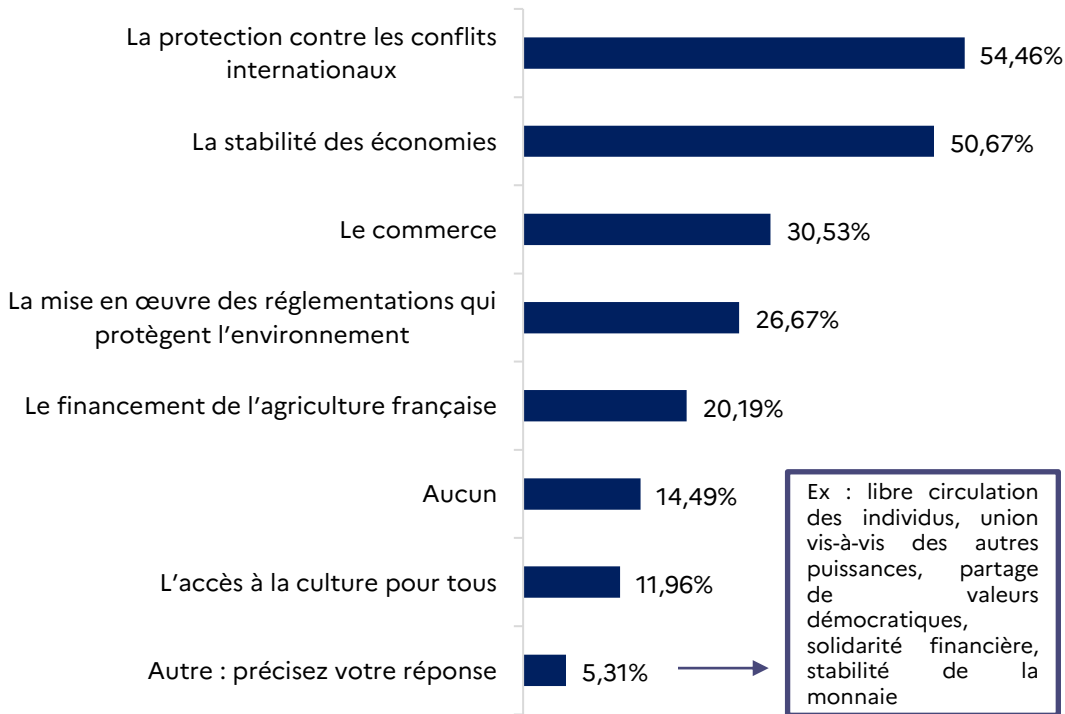
Plus les participants sont **jeunes**, plus ils souhaitent que l'UE défende en priorité les **libertés et droits fondamentaux** en Europe et dans le monde.

Une part plus importante d'**ouvriers** considère que l'UE doit en priorité **réduire le chômage et renforcer la protection sociale** des travailleurs.

Une part plus importante de **cadres et d'étudiants** pense que l'UE doit servir, en priorité, à assurer une **transition écologique** équitable et socialement juste.

Selon vous, quels sont les avantages concrets de la France à être membre de l'Union européenne ?

3 réponses maximum par participant



Ex : libre circulation des individus, union vis-à-vis des autres puissances, partage de valeurs démocratiques, solidarité financière, stabilité de la monnaie

À retenir

1 participant sur 2 considère que les avantages concrets de la France à être membre de l'UE sont la **protection contre les conflits mondiaux** et la **stabilité des économies**.

Environ **1 personne sur 3** mentionne le **commerce** et, dans une moindre mesure, les **réglementations environnementales** et le **financement de l'agriculture française**.

À noter qu'une part non négligeable de participants pense que la **France n'a aucun avantage concret** à être membre de l'UE.

Ecart entre les profils des participants

Une part plus importante de **femmes** mentionne la **protection contre les conflits mondiaux**.

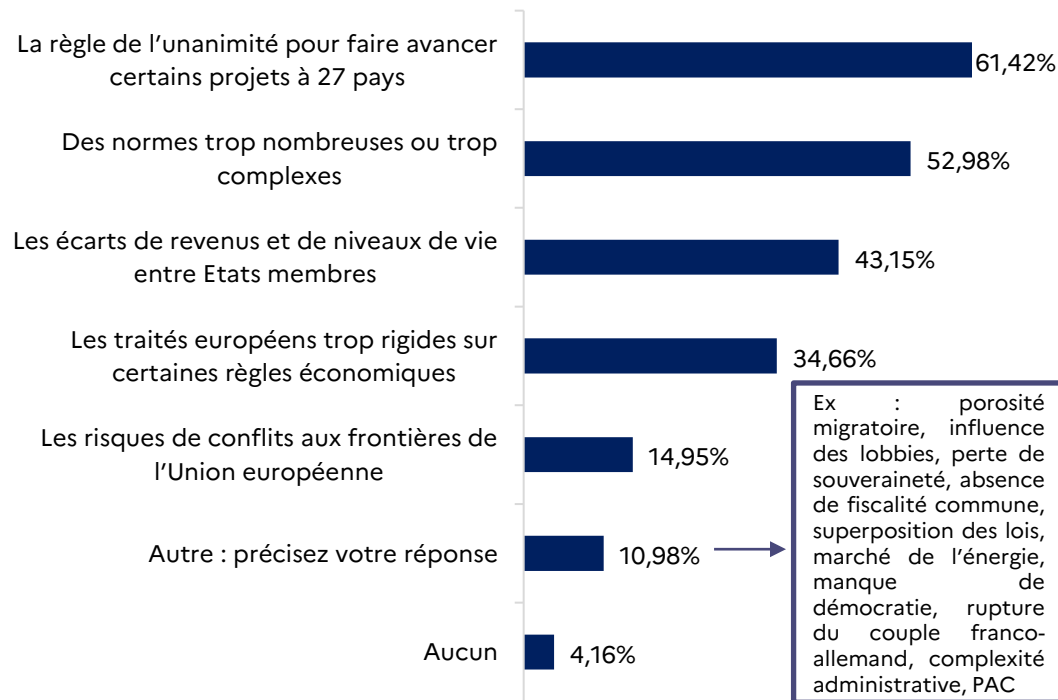
Une part plus importante de **jeunes** mentionne l'**accès à la culture** pour tous tandis qu'une **part moins importante** des **plus de 35 ans** choisit de citer le **commerce**.

Une part **moins importante d'agriculteurs et d'artisans** mentionne la mise en œuvre des **réglementations environnementales**.

Une part plus importante d'**ouvriers** considère que la **France ne tire aucun avantage** à appartenir à l'UE.

Selon vous, quels sont les inconvénients concrets de la France à être membre de l'Union européenne ?

3 réponses maximum par participant



A retenir

Presque **2 participants sur 3** pensent que le principal inconvénient de la France à être membre de l'UE est la **règle de l'unanimité pour faire avancer certains projets à 27 pays**.

1 personne sur 2 juge que les **normes européennes sont trop nombreuses et complexes** et qu'elles constituent le principal inconvénient à adhérer à l'UE.

Plus de **2 répondants sur 5** citent également les **écarts de revenus entre Etats membres**.

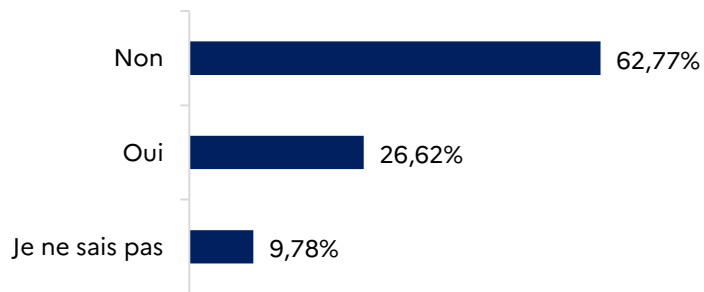
Ecart entre les profils des participants

Une part plus importante des **moins de 18 ans** cite, comme inconvénient, les **risques de conflits aux frontières de l'UE**.

Une part plus importante de **cadres** et de **retraités** cite la **règle de l'unanimité** comme principal inconvénient à être membre de l'UE. Une part moins importante d'étudiants évoque la complexité des normes.

Ceux qui **votent souvent** citent davantage la **règle de l'unanimité** comme principal inconvénient.

Selon vous, l'Union européenne est-elle suffisamment présente dans les médias français ?



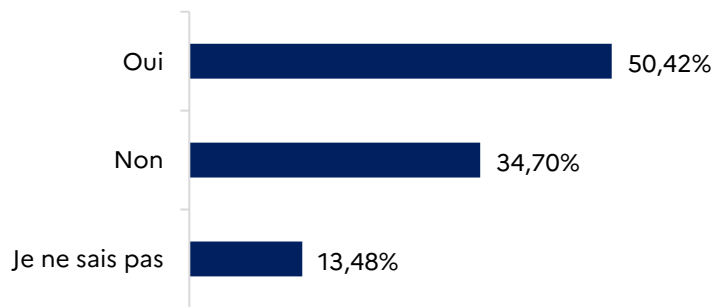
À retenir

Près de **2 personnes sur 3** pensent que l'Union européenne **n'est pas suffisamment présente** dans les médias.

Ecart entre les profils des participants

Une part plus importante d'**hommes**, de **personnes vivant en zone rurale**, d'**employés**, d'**agriculteurs** et d'**ouvriers**, ainsi que **ceux qui votent et s'engagent sur le terrain** considère que l'UE est suffisamment présente dans les médias français.

Pensez-vous que rajouter un angle européen dans le traitement des informations dans l'audiovisuel public (France Télévisions et Radio France) devrait être rendu obligatoire ?



À retenir

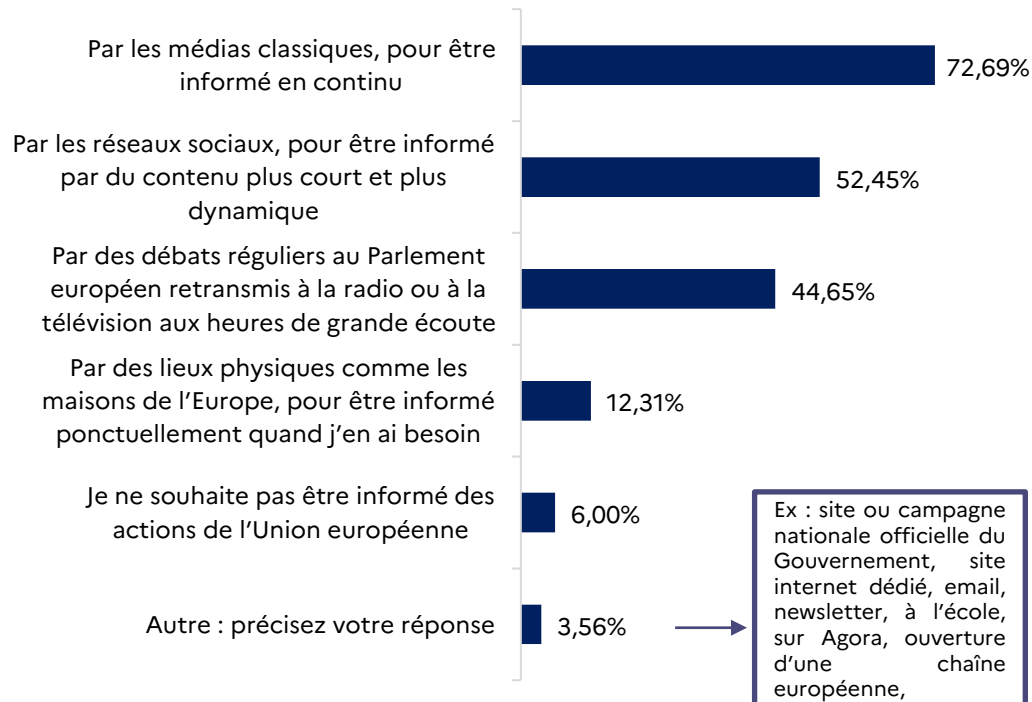
Une courte **majorité de participants** pense qu'il faut **rendre obligatoire un angle européen** dans le traitement des informations dans l'audiovisuel public.

Ecart entre les profils des participants

Une part plus importante des **plus de 65 ans** et de **personnes vivant en zone urbaine** pense qu'il faut rendre obligatoire un angle européen dans l'audiovisuel public. Les **agriculteurs** et les **ouvriers** sont plus défavorables à cette idée.

Comment souhaiteriez-vous être informé des actions de l'Union européenne ?

3 réponses maximum par participant



À retenir

Plus de **2 personnes sur 3** souhaiteraient être informées des actions de l'UE par les **médias classiques**.

Une **majorité d'entre elles** cite également les **réseaux sociaux** pour obtenir des contenus plus courts et dynamiques.

Ils évoquent également des **débats réguliers** au Parlement européen retransmis dans les médias.

Un **faible nombre de répondants** souhaiterait être informé dans des **lieux physiques**.

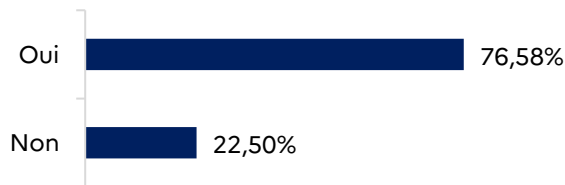
Ecart entre les profils des participants

Une part plus importante des **moins de 18 ans** et des **plus de 65 ans** souhaiterait être informée par des **débats réguliers** au Parlement européen.

Une part plus importante d'**agriculteurs** et d'**ouvriers** ne **souhaite pas être informé** des actions de l'UE.

Une part plus importante d'**étudiants** souhaite être informé sur les **réseaux sociaux**.

Vous sentez-vous concerné par la guerre en Ukraine ?

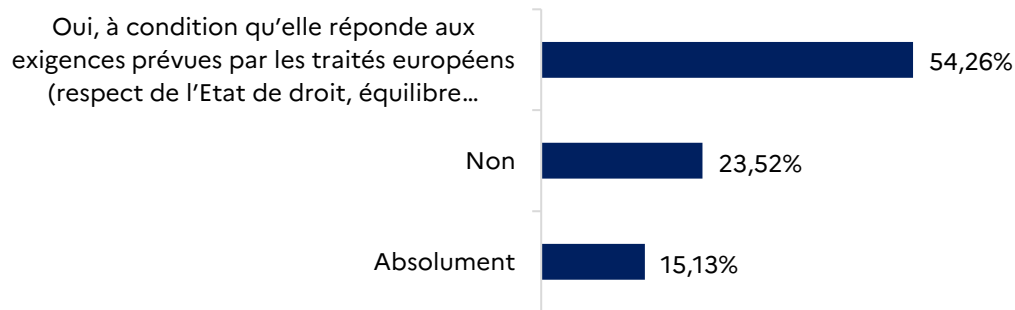


À retenir

4 participants sur 5 se sentent concernés par la guerre en Ukraine.

Les **agriculteurs**, les **cadres** et les **retraités** se sentent davantage concernés que les autres. Ceux qui **voient souvent** également.

Pensez-vous que l'Ukraine a sa place dans le projet européen, au même titre que la Moldavie et les pays candidats des Balkans occidentaux ?



À retenir

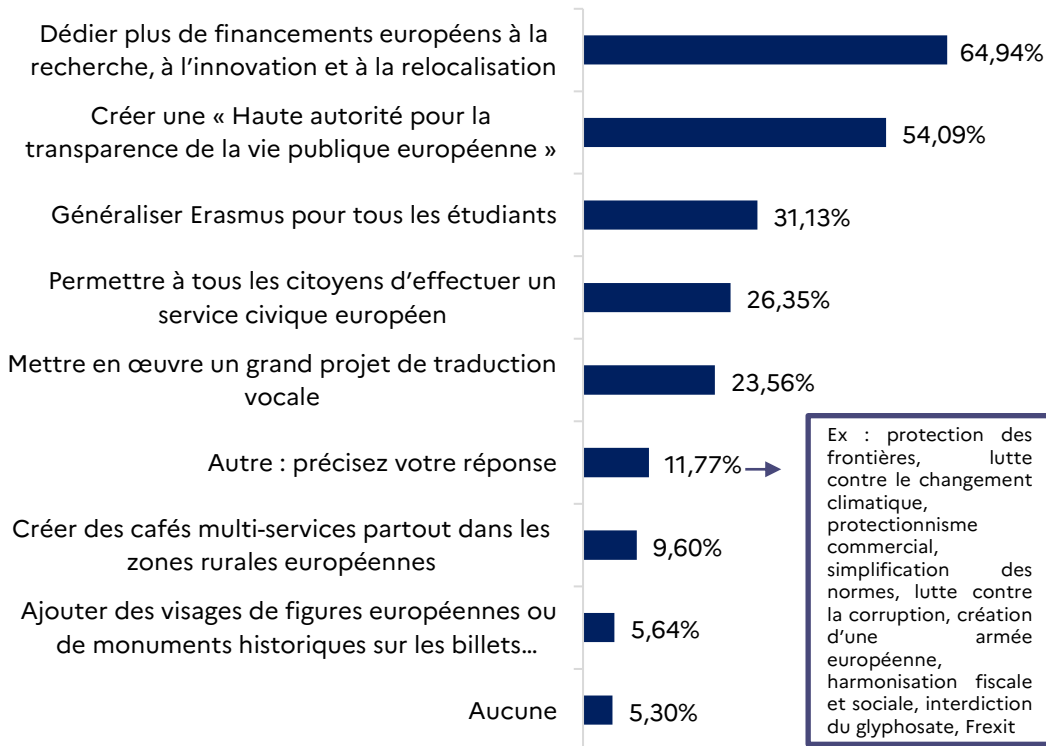
Une **majorité de participants** pense que l'Ukraine a sa place dans le projet européen, **à condition qu'elle réponde aux exigences prévues par les traités européens**.

Une part plus importante des **plus de 55 ans** pense que l'Ukraine a sa place dans le projet européen **sans condition**.

Une part plus importante de **personnes vivant en zone rurale** et surtout d'**ouvriers** pense que l'Ukraine **n'a pas sa place dans le projet européen**.

Parmi les mesures proposées, quelles sont celles que vous aimeriez voir défendues par la France au sein de l'Union européenne ?

3 réponses maximum par participant



Ex : protection des frontières, lutte contre le changement climatique, protectionnisme commercial, simplification des normes, lutte contre la corruption, création d'une armée européenne, harmonisation fiscale et sociale, interdiction du glyphosate, Frexit

À retenir

Près de **2 participants sur 3** aimeraient que la France défende plus de **financements à la recherche, à l'innovation et à relocalisation** des industries européennes.

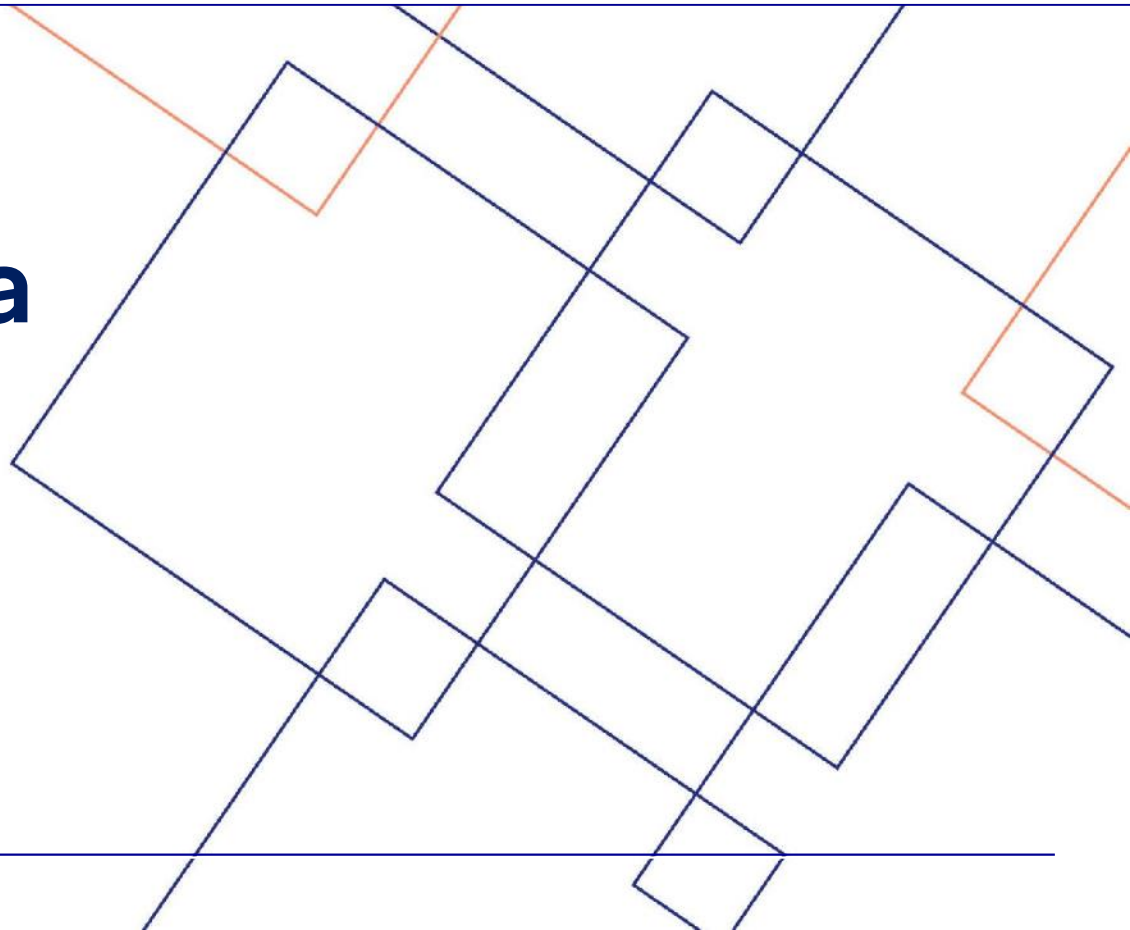
Plus de la **moitié des répondants** aimerait que la France défende la création d'une **Haute autorité à la transparence de la publique européenne**.

Près d'**1 personne sur 3** aimerait que la France défende la **généralisation du programme Erasmus** pour tous les étudiants.

Ecart entre les profils des participants

Une part plus importante des **moins de 18 ans** aimerait que la France défende la **généralisation d'Erasmus** et l'ajout des **visages de figures européennes** ou de monuments historiques sur les billets européens.

Réponses à la question ouverte



Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Réponses à la question ouverte

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

THÈMES PRINCIPAUX		%
Renforcer le lien avec les citoyens (55%)	Améliorer la communication et l'information sur l'UE	27%
	Démocratiser davantage les institutions de l'UE	18%
	Recréer du lien entre les politiques et les citoyens	5%
	Améliorer le sentiment d'appartenance à l'UE	5%
Relancer le projet européen (18%)	Renforcer et harmoniser les politiques économiques et sociales communes	6%
	Relancer le projet européen	4%
	Faire davantage en matière de politiques environnementales	4%
	Créer une Europe de la défense	3%
	Développer le rôle de la France dans l'UE	1%
Remettre en cause le projet européen (14%)	Remettre en cause le projet européen	11%
	Revoir les politiques relatives à l'immigration	3%
Optimiser le fonctionnement actuel de l'Union européenne		6%
Autres		6%

À retenir

Cette question a été diversement comprise par les participants. Ils expriment non seulement des idées pour intéresser les citoyens au projet européen, mais donnent aussi leur point de vue sur l'optimisation, le développement voire la remise en cause du projet européen. Les contributions sont souvent riches, composées de différentes idées relatives à la vision et aux attentes des participants vis-à-vis de l'UE.

Un premier groupe de participants (55%) fait des propositions visant à **renforcer le lien entre l'Union européenne et les citoyens**. Ils encouragent principalement à une **amélioration de la communication et de l'information sur l'Union européenne et son fonctionnement**, dans les médias et à l'école, et à la **démocratisation des institutions** en recourant à des référendums, consultations ou conventions citoyennes et à des élections au suffrage direct (présidence de l'UE, commissaires...).

Un deuxième groupe de participants (18%) invite à **relancer le projet européen**, en lui donnant une nouvelle dynamique tirée par les politiques sociales et environnementales et par l'Europe de la Défense.

Un troisième groupe de participants (14%) **remet en cause le projet européen**. Ils attendent une Europe qui respecte davantage la souveraineté des Etats, voire un Frexit.



Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Améliorer la communication et l'information sur l'UE

SOUS-THÈMES PRINCIPAUX	% *
Informier, sensibiliser et faire preuve de plus de pédagogie (dans les médias, dans les prises de paroles, ...)	54%
Améliorer l'apprentissage de l'histoire de l'UE et son fonctionnement à l'école	19%
Valoriser l'action de l'UE dans le quotidien des Français	12%
Développer des médias dédiés (Chaines d'information, presse ...)	6%
Donner plus de visibilité aux actions concrètes de l'UE	6%
Ne plus accuser l'UE de tous les maux	3%
Réguler les réseaux sociaux	0,4%

À retenir

Les idées majoritaires :

L'Union européenne souffrirait d'un manque de compréhension de la part de la population. Les participants insistent sur la nécessité **d'améliorer l'information et la sensibilisation sur l'UE**, demandant une approche plus pédagogique dans les médias et lors des prises de parole officielles.

Les principales propositions :

- Développer des **programmes éducatifs** permettant aux jeunes générations de mieux comprendre les enjeux et les mécanismes de l'UE
- L'information sur les actions décidées par l'Europe doit être **claire, simple et accessible pour toutes et tous**.
- Créer des **chaînes d'information et une presse spécialisée** qui fourniraient une couverture médiatique continue et factuelle sur les actualités européennes.

Ecart entre les profils des participants

L'apprentissage de l'UE et son fonctionnement à l'école est davantage mentionné par les **étudiants et les moins de 25 ans** que les participants **âgés de plus de 56 ans**. Les participants de plus de 56 ans mentionnent davantage **la nécessité d'informer, sensibiliser et faire preuve de pédagogie**.

Les femmes et les urbains sont aussi plus nombreux à privilégier **l'apprentissage à l'école**.

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Améliorer la communication et l'information sur l'UE

« Verbatims

- « Le sujet doit être plus évoqué au sein de l'éducation nationale afin de rendre les citoyens plus conscients des enjeux européens et ainsi agir en conséquence. »
- « Pallier le manque criant d'informations sur les activités, travaux, intérêts et bienfaits de l'Europe, faire les mises à jour des idées obsolètes encore partagées. »
- « Afin d'intéresser le plus de Français possibles, rendre ludique mais sérieuse l'information sur l'Europe, prendre exemple sur l'émission le dessous des cartes de Arte, qui nous fait comprendre facilement avec un visuel, l'importance et la répercussion de chaque décision. »
- « Il faudrait commencer par valoriser tout ce que l'Europe permet concrètement sur notre territoire. Aujourd'hui l'Europe est perçue comme une contrainte, un fardeau destiné à financer des pays moins riches que nous et à favoriser les Allemands à notre dépend. »

« Propositions concrètes

- Inclure dans toutes les écoles, collèges et lycées européens des pôles d'enseignement sur l'Europe, et faire participer, sous forme de référendum numérique, les collégiens et lycéens aux enjeux de l'Europe.
- Créer une émission sur le service public qui reproduit le journal d'un autre pays de l'Union européenne (traduit au besoin) afin de montrer les préoccupations dans les autres pays. Un média au format ultra dynamique et percutant (un peu comme Hugo Décrypte) qui donnerait tous les jours une information sur ce qui se joue au niveau européen (et, dans l'idéal, serait repris sur un média grand public), avec régulièrement un Eurodéputé qui ferait une présentation brève sur un sujet qu'il porte.
- Créer un géant européen de l'audiovisuel, ou « Netflix européen », permettant de financer des films, séries, podcasts créant de l'attachement à l'éthos européen.
- Réglementer plus fermement les réseaux sociaux afin de lutter contre la désinformation.
- Faire de la "publicité" pour l'Europe en expliquant, par des plaquettes distribuées, ce que fait déjà l'Europe.

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Démocratiser davantage les institutions de l'UE

SOUS-THÈMES PRINCIPAUX	% *
Mettre en place davantage de référendums et RIC	41%
Développer la consultation (ex : un Agora européen)	25%
Développer la représentation citoyenne au sein des organisations européennes	11%
Elire des instances de gouvernement/ président au suffrage universel direct	9%
Démocratiser et réformer les institutions (renforcer les pouvoirs du parlement, listes transnationales ...)	7%
Créer une grande convention citoyenne européenne	4%
Rendre le vote obligatoire aux différents scrutins	2%
Permettre le vote électronique	1%

À retenir

Les idées majoritaires :

L'étiquette technocratique est fréquemment attribuée à l'Union européenne. Face à cette critique, les participants expriment le souhait d'une plus grande **démocratisation des organes de l'UE**.

Les principales propositions :

- **Augmenter le recours aux référendums et aux Référendums d'Initiative Citoyenne (RIC)** pour impliquer directement les citoyens dans la prise de décision.
- Établir des **structures consultatives, telles qu'une Agora européenne**, pour favoriser le dialogue
- Élire un **exécutif** de l'UE (président, commissaires, voire un gouvernement) au **suffrage universel direct**
- **Réformer les institutions pour renforcer le pouvoir législatif du Parlement européen**, ainsi que la mise en place de listes transnationales lors des élections
- Créer une **convention citoyenne européenne** comme un moyen de refléter la diversité et les attentes des peuples de l'Union dans le processus décisionnel.
- **Rendre le vote obligatoire aux différents scrutins** ou au moins **permettre le vote électronique**

Ecart entre les profils des participants

Les participants de 26 à 55 ans sont plus nombreux à mentionner la mise en place **des référendums et RIC**. De même chez **les ruraux**.

La consultation par les outils de type Agora est davantage mentionnée par les **personnes les plus âgées** et les **femmes**.

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Démocratiser davantage les institutions de l'UE

« Verbatims

- « A l'échelle locale, des assemblées citoyennes peuvent être organisées de manière régulière. Les résultats peuvent être transmis aux Institutions via les représentations régionales auprès de l'UE (communication bottom-up). Des feedbacks réguliers sont envoyés aux assemblées citoyennes (top-down). »
- « Comment se sentir impliqué si on pense n'avoir aucune influence, si ça nous semble trop lointain ? Pour impliquer des personnes, il faut leur donner les moyens d'agir concrètement et le temps pour ça. »
- « La démocratie représentative n'est plus en mesure de jouer le rôle attendu. Il faut passer à une démocratie tout court. »
- « Organiser des consultations plus souvent à ce sujet. Je ne sais pas si les anciens ont accès à cette application, ce qui est dommage car cela les exclut. Il faudrait des consultations mais pas exclusivement par voie numérique, en créant des groupes de projet par exemple pour se rencontrer ; et renforcer la communication sur l'existence de cette application. »

« Propositions concrètes

- Faire des référendums en ligne via France Connect pour connaître l'avis des Français sur les grands projets européens.
- Sur l'Agora, des forums de débats ouverts sur chaque prise de position et norme communautaire (en plus de nationale et locale, autre sujet), où les citoyens pourraient se positionner et s'exprimer sur les différentes orientations.
- Créer un conseil consultatif bénévole de citoyens de chaque pays de l'UE pour donner un avis sur les lois et règlements
- Introduire significativement plus de démocratie dans l'UE : renforcement important des pouvoirs du Parlement, élection des membres de la Commission européenne, élection de listes européennes plutôt que nationales, usage de référendums, consultations électroniques, organisation de débats pré-élection, de soirées électorales centrées sur les résultats européens plutôt que nationaux...
- Créer des conventions citoyennes européennes

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Recréer du lien entre les élus et les citoyens

SOUS-THÈMES PRINCIPAUX	% *
Organiser davantage de débats publics sur le sujet	41%
Développer la proximité avec plus de présence des députés européens sur le terrain	20%
Améliorer l'éthique et les compétences des élus	17%
Ecouter davantage les peuples	16%
Avoir des relais locaux	6%

À retenir

Les idées majoritaires :

L'UE est perçue comme un organisme trop technocrate, éloigné du terrain et qui ne rend pas suffisamment compte au peuple.

Les principales propositions :

- **Organiser plus de débats publics sur les questions européennes**
- Assurer une **présence accrue des députés européens sur le terrain** pour renforcer le lien avec les peuples et incarner davantage l'UE.
- **Améliorer l'éthique et les compétences des élus** pour une représentation efficace et intègre
- Refléter fidèlement les aspirations citoyennes dans la politique européenne en **écoutant davantage les peuples**
- Établir les **relais locaux** pour faciliter le dialogue entre l'Union et les citoyens à l'échelon local

Ecart entre les profils des participants

L'organisation de débats publics est davantage mentionnée par les **retraités que les actifs**. La tendance est similaire chez les **urbains**.

Les **hommes** réclament davantage d'éthique et de compétences des élus.

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Recréer du lien entre les élus et les citoyens

« Verbatims

- « Avoir des réunions publiques entre les politiques et les citoyens .Que les citoyens puissent rencontrer plus facilement les politiques
Personnellement, je trouve que les hommes et femmes politiques se rendent inaccessibles une fois élus. Je ne nie pas le fait que certains citoyens peuvent être agressifs, ce qui peut rendre les politiques méfiants. »
- « Les députés européens sont trop éloignés des citoyens, ils ne répondent pas aux demandes d'échanges et n'ont pas de permanence afin de leurs exposer nos problèmes "européens", comme le respect des textes qui n'est pas toujours le cas. »
- « Proposer des candidats français lors des élections qui sont vraiment moteur dans l'UE plutôt que de se servir de ces postes comme voie de garage avant de disposer un poste en France. »
- « Il faut développer l'écoute des territoires, pour éviter les directives et réglementations européennes déconnectées de la réalité du terrain. »
- « Avoir des relais locaux des institutions européennes. Ces instances sont trop éloignées, on ne connaît même pas les rôles des différentes institutions. »

« Propositions concrètes

- Mettre sur pied un réseau d'intervenants agréés et bénévoles susceptibles d'intervenir au plan local, en complément de ce que proposent les centres d'information locaux
- Elire un élu et un suppléant référent Europe dans chaque collectivité qui serviraient de lien entre les députés européens de leur pays et les citoyens et/ou élus.
- Obliger les députés à rendre compte de leur action, notamment en envoyant une newsletter et en tenant une permanence.
- Organiser des rencontres européennes des citoyens décentralisées dans les régions avec les pays voisins
- Avoir des agents municipaux ayant une double formation, financée par l'UE, afin de renseigner et de promouvoir les dispositifs de l'UE
- Intégrer dans chaque gouvernement des Etats membres un représentant européen qui tourne régulièrement dans les autres gouvernements des États membres.
- Permettre aux consulats des pays membres d'accueillir les citoyens européens et les aider dans leurs démarches administratives.
- Renforcer le lien entre les citoyens européens, créer des espaces de rencontres citoyens.

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Améliorer le sentiment d'appartenance à l'UE

SOUS-THÈMES PRINCIPAUX	% *
Développer les échanges entre la jeunesse (Erasmus...)	43%
Faire de la culture un vecteur d'adhésion aux valeurs européennes	12%
Créer des événements ou des fêtes européennes	9%
Développer une identité européenne	8%
Créer un service civique	7%
Développer un monde associatif européen	7%
Créer d'une carte d'identité européenne	6%
Développer l'attachement à L'UE à travers le sport	5%
Faciliter le tourisme en Europe pour les européens	3%
Rendre la culture européenne plus accessible	1%

À retenir

Les idées majoritaires :

L'Union européenne ne devrait pas se réduire à être un simple marché commun pour les échanges commerciaux entre les nations. Elle devrait également incarner le berceau d'une culture partagée. Il est essentiel que **ses citoyens ressentent un sentiment d'appartenance à cette entité**. Ce qui suppose de **créer une véritable identité européenne**.

Les principales propositions :

- **Multiplier les échanges entre jeunes**, notamment à travers des programmes tels qu'Erasmus
- Créer **des événements et des fêtes** célébrant l'identité commune
- Créer un **service civique européen**.
- Développer le **tissu associatif à l'échelle de l'UE** : association sportive, culturelle ou loisirs
- Créer une **carte d'identité européenne**
- **Promouvoir le sport et le tourisme intra-européen**

Ecart entre les profils des participants

Le **développement des échanges entre la jeunesse européenne** est davantage mentionné par les **femmes**.

Les participants **urbains** sont plus nombreux à avoir mentionné la **création d'événements ou de fêtes européennes** que les ruraux.

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Améliorer le sentiment d'appartenance à l'UE

« Verbatims

- « Chaque citoyen devrait avoir été, avant ses 30 ans, au moins 1 fois (15 jours minimum) dans un autre pays européen que le sien. Par le biais de la formation initiale ou en cours de carrière. L'apprentissage d'une langue européenne devrait être encore mieux valorisé dans le cursus scolaire des Européens. »
- « L'Europe doit permettre de porter nos valeurs dans le monde, sans transiger, en n'ayant pas peur de l'ambition. Par exemple, nous devrions engager nos entreprises européennes contre l'esclavage des Ouïghours et ne pas tenir compte des lobbies et de leur corruption. »
- « Le succès d'Erasmus devrait être poursuivi dans le monde du travail en mettant en place des échanges entre fonctionnaires des différents pays de l'Union. »
- « Je pense qu'avant tout il faut créer une vraie identité démocratique européenne. Aujourd'hui être citoyen ne veut plus vraiment rien dire. Un nouveau mot fort doit être créé pour que les citoyens ne soient plus juste citoyen sans vraiment connaître le projet. »

« Propositions concrètes

- Permettre des échanges scolaires plus fréquents entre différents pays
- Encourager la diffusion de films européens en VO
- Mettre un jour férié de l'Europe qui permettrait d'organiser des événements autour de ce sujet
- Créer un fonds de trésorerie pour permettre aux jeunes citoyens européens de partir en service civique de 1 mois, l'été de leurs 18 ans
- Créer les statuts d'une association européenne
- Créer une équipe d'Europe dans le sport
- Intégrer dans Parcoursup la possibilité de faire le choix d'Erasmus
- Créer un réseau social européen réservé aux Européens
- Proposer des formations professionnelles comprenant des stages à l'étranger ou des alternances autant pour les valides qu'au sein des formations à destination des personnes handicapées
- Permettre du mécénat de tourisme social pour que les populations les plus défavorisées de chaque pays puissent voyager ailleurs en Europe et rencontrer d'autres citoyens européens
- Lancer un grand programme culturel de musées ou d'œuvres itinérantes
- Jumeler plus de villes européennes entre elles et proposer des échanges (au moins écrits) entre les différents habitants
- Avoir une carte d'identité européenne

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Renforcer et harmoniser les politiques économiques et sociales communes

SOUS-THÈMES PRINCIPAUX	% *
Développer une UE moins libérale, plus sociale	31%
Harmoniser la fiscalité entre les pays et fin des paradis fiscaux	24%
Réduire les inégalités et harmoniser les lois entre les pays	16%
Mettre en place davantage de protectionnisme économique et écologique européen	10%
Harmoniser les salaires et le SMIC en Europe	7%
Mieux allouer le budget européen	6%
Réduire la concurrence intra UE	4%
Réduire l'inflation et baisser les prix	2%

À retenir

Les idées majoritaires :

Face à une Union européenne considérée comme un « Cheval de Troie » d'une mondialisation ultralibérale, certains participants souhaitent la réformer pour aller vers un **modèle centré sur le social** et réintéresser ainsi les peuples.

Les principales propositions :

- **Réduire la concurrence et les disparités fiscales** afin de favoriser la coopération
- **Harmoniser les salaires et le salaire minimum (SMIC)** à travers l'Europe
- Protéger davantage ses habitants via l'adoption de mesures de **protectionnisme économique et écologique**.
- **Réduire l'inflation et à baisser les prix**, afin d'améliorer le pouvoir d'achat des citoyens européens.

Ecart entre les profils des participants

Les participants de plus de 56 ans sont plus nombreux à vouloir une **harmonisation de la fiscalité** entre les pays. On constate la même tendance chez les **femmes**. **La réduction des inégalités** entre les pays est davantage mentionnée par **les femmes que les hommes**. **Les participants vivant en milieu rural** sont plus nombreux à souhaiter une harmonisation des salaires en Europe. On constate la même tendance chez les **femmes**.

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Renforcer et harmoniser les politiques économiques et sociales communes

« Verbatims

- « Réaliser l'égalité des normes, dans tous les domaines, et les faire respecter par tous les États membres. Niveler le niveau social à fin d'équité entre les pays. »
- « L'Europe est la bonne échelle pour engager les nouvelles transitions indispensables à notre époque (écologie, énergie). Cela passe évidemment par moins de naïveté en matière économique et commerciale. Un protectionnisme aux frontières et une taxation liée à ces concepts/valeurs doit être adoptés. »
- « Faîtes l'Europe sociale, une Europe forte où l'idéologie libérale disparaît pour faire place à l'écologie et au social. Une sécurité sociale européenne, ça fait rêver. »
- « L'Europe, ce n'est que des règles contraignantes, c'est aussi l'inégalité des salaires qui favorise une concurrence délétère chez les salariés. Il faut une uniformisation de la sécurité sociale alignée sur les mieux-disants et une imposition des gros revenus unifiée ! »
- « Faire une économie forte avec moins d'irrégularités entre les pays et ne plus dépendre de la Chine et des autres pays grâce à une industrie forte, et une armée forte européenne. »

« Propositions concrètes

- Créer une sécurité sociale européenne universelle basée sur notre modèle français
- Supprimer les paradis fiscaux
- Harmoniser les règles concernant l'importation de produits en Europe, respectant les normes européennes
- Mettre en place l'écotaxe aux frontières de l'Union européenne
- Créer un SMIC et un code du travail européen
- Lutter contre le dumping économique et social entre États membres
- Conditionner l'adhésion à l'Union européenne à une volonté d'harmonisation fiscale et sociale.

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Relancer le projet européen

À retenir

Des propositions concernent l'approfondissement du projet européen. Dans l'esprit d'avancer vers une Europe fédérale, les participants plébiscitent **l'élaboration conjointe de projets d'envergure dans des domaines clés** comme l'éducation, le numérique, la santé, l'industrie et le spatial, pour créer des synergies transnationales. Ils appellent à **un renouveau du projet européen** qui s'attache à résoudre les points de discordance et à **renforcer l'unité entre les États membres**. Enfin, une volonté de poursuivre **l'élargissement de l'UE** est exprimée, soulignant une vision inclusive et expansive de l'intégration européenne.

SOUS-THÈMES PRINCIPAUX	% *
Aller vers une Europe fédérale	39%
Développer ensemble des grands projets, synergies (diplôme, numérique, médicament, industriel, spatial...)	29%
Relancer un nouveau projet européen.	13%
Résoudre les problèmes de discordance / Créer de l'union	13%
Réindustrialiser	4%
Continuer les élargissements de l'UE	2%

« Verbatims

- « Faire de l'union européenne un pays fédéral à l'image des États-Unis afin de renforcer les décisions prises par l'Europe et d'accélérer la transition écologique de l'Europe. »
- « Sans voir une approche libérale, mais la possibilité de construire des projets techniques communs serait un vecteur fort de synergie (GPS vers galileo, IA, Cloud souverain commun, moteur de recherche, e-commerce, etc.) »

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ? **Faire davantage en matière de politiques environnementales**

À retenir

Des participants expriment l'urgence d'**intensifier les efforts de lutte contre le dérèglement climatique**. Ils préconisent d'améliorer la résilience et la durabilité de l'**approvisionnement énergétique de l'Europe**, avec un accent sur le nucléaire. L'**interdiction du glyphosate** est également mentionnée ainsi que développement **des infrastructures ferroviaires et des transports en commun**. Enfin, une réforme de la **Politique Agricole Commune (PAC)** est suggérée pour favoriser des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement et soutenir la biodiversité.

SOUS-THÈMES PRINCIPAUX	% *
Faire davantage pour lutter contre le dérèglement climatique	52%
Améliorer notre approvisionnement énergétique	18%
Interdire le glyphosate	12%
Développer le ferroviaire et les transports en commun	12%
Réformer la PAC	6%

« Verbatims

- « La lutte contre le réchauffement climatique doit devenir la pierre angulaire de toutes les politiques européennes, en bâtissant un projet désirable. »
- « Instaurer une indépendance énergétique et économique dans certains secteurs industriels. »
- « Référendum pour ou contre le glyphosate et autres pesticides, soutien financier de l'agriculture biologique, trouver des alternatives au plastique. »

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Créer une Europe de la défense

À retenir

D'autres participants s'expriment en faveur de la création d'une Europe de la défense via **la création d'une armée européenne forte**, capable de répondre aux défis sécuritaires contemporains. Ils appellent à la mise en place **d'une diplomatie européenne plus affirmée et d'une coopération militaire** accrue entre les États membres. L'idée **d'un service militaire européen** est également avancée, ce qui pourrait contribuer à renforcer le sentiment d'unité et la capacité de défense commune.

SOUS-THÈMES PRINCIPAUX	% *
Créer une armée européenne forte	44%
Développer une véritable diplomatie européenne et une vraie coopération militaire	42%
Créer un service militaire européen	14%

« Verbatims

- « Création d'une vraie défense européenne autonome, indépendante, où les efforts nationaux seraient équitables en ressources humaines comme financières. »
- « Dans le cadre de la recherche d'une meilleure souveraineté européenne, s'engager résolument vers une défense européenne avec un budget dédié, une armée dédiée, des exercices réguliers et suivis par les médias, ceci appuyé par une diplomatie forte. »

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Développer le rôle de la France dans l'Union européenne

À retenir

Un petit nombre des participants voit l'**Union Européenne comme un levier pour renforcer la puissance et l'influence de la France** sur la scène internationale. Ils soutiennent l'idée de promouvoir et de **défendre le modèle français à travers l'Union européenne**, utilisant la coopération européenne pour amplifier les valeurs, les intérêts et les politiques spécifiques de la France.

SOUS-THÈMES PRINCIPAUX	% *
L'UE comme multiplicateur de la puissance française	55%
Défendre un modèle français	45%

« Verbatims

- « Rappeler que c'est notre seule manière de peser sur la scène internationale. Seule manière aussi que la France puisse être indépendante et autonome face aux grandes puissances que sont les États Unis et la Chine. »
- « Une France forte dans une Europe puissante, c'est un beau projet. »

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Remettre en cause le projet européen

À retenir

Les idées majoritaires :

Face à une Union européenne qui se ferait au détriment des intérêts des pays qui la composent, **14%** des participants réclament une remise en cause du projet européen. Ils préconisent un **'Frexit'** ou a minima une **'Europe des Nations'** qui donnerait la priorité à la souveraineté nationale.

Les principales propositions :

- Les participants rappellent le référendum de 2005 et exigent le respect de son résultat, tout en appelant à **l'organisation d'un nouveau référendum sur l'appartenance de la France à l'Union européenne.**
- Ils proposent aussi une **« Europe des nations »** qui accorde plus d'autonomie à chaque pays membre.
- Ils suggèrent que les lois nationales, en particulier les lois françaises, devraient prévaloir dans certains domaines pour mieux protéger les intérêts spécifiques de chaque pays. Dans cette vision, la défense des intérêts français serait priorisée devant la politique européenne.
- Ils recommandent aussi de **limiter les futurs élargissements de l'Union européenne** voire d'envisager une réduction du nombre d'États membres pour assurer une union plus cohérente et unie.
- Certains suggèrent même la **suppression de la Commission européenne**, dans le but de reconfigurer l'équilibre des pouvoirs au sein de l'UE et de rapprocher ses actions des volontés des citoyens européens.
- Certains suggèrent même un **retour au seul marché commun** de la Communauté Économique Européenne (C.E.E).
- Certains vont jusqu'à souhaiter la **suppression de l'Union Européenne** dans sa forme actuelle.

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Remettre en cause le projet européen

SOUS-THÈMES PRINCIPAUX	% *
Sortir de l'Europe : Frexit, organisation d'un référendum sur la sortie de l'UE	36%
Redonner aux Etats membres leur souveraineté	25%
Donner la prépondérance aux lois françaises	9%
Dire non à l'Europe, conformément au référendum de 2005	7%
Défendre davantage les intérêts français	7%
Réduire le nombre d'Etats membres ou empêcher un élargissement	6%
Lutter contre la corruption au sein de l'UE	3%
Supprimer la commission européenne	3%
Revenir au seul marché commun	2%
Mettre fin à l'Union européenne	1%

À retenir

Les idées majoritaires :

Face à une Union européenne qui se ferait au détriment des intérêts des pays qui la composent, une partie des participants réclament une remise en cause du projet européen. Ils préconisent un **'Frexit'** ou a minima une **'Europe des Nations'** qui donnerait la priorité à la souveraineté nationale.

Les principales propositions :

- Respecter le référendum de 2005 ou organiser un **nouveau référendum sur l'appartenance de la France à l'Union européenne.**
- Créer une **« Europe des nations »** qui accorde plus d'autonomie à chaque pays membre
- Faire prévaloir les lois nationales dans certains domaines pour mieux protéger les intérêts spécifiques de chaque pays
- **Limitier les futurs élargissements de l'Union européenne**, voire envisager une réduction du nombre d'États membres pour assurer une union plus cohérente et unie.
- **Supprimer la Commission européenne**, dans le but de reconfigurer l'équilibre des pouvoirs au sein de l'UE et de rapprocher ses actions des volontés des citoyens européens
- **Revenir au seul marché commun** de la Communauté Économique Européenne (C.E.E).
- **Dissoudre l'Union Européenne** dans sa forme actuelle.

Ecart entre les profils des participants

Les participants de 36 à 55 ans sont plus nombreux à mentionner le souhait de mettre en place l'Europe des Nations que le Frexit. De même chez **les femmes**.

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Remettre en cause le projet européen

« Verbatims

- « Je pense qu'un référendum sur l'appartenance de la France à l'UE est aujourd'hui nécessaire afin de donner au peuple français l'occasion de s'exprimer par les urnes et d'avoir un réel débat sur la notion de souveraineté ! »
- « Quittons cette structure et revenons à une entité plus gérable. Libérons-nous des textes européens qui privent la France de son autonomie. L'Europe doit nous faciliter la gestion des sujets mais actuellement tout est paralysé. Les défis migratoires et économiques qui nous attendent ne seront certainement pas réglés par L'Europe. »
- « Il faut redonner le pouvoir aux parlements de chaque pays. Nous ne voulons pas de cette UE de technocrates qui ne représente qu'elle-même. »
- « Lutter contre la corruption dans tous les pays européens et au niveau du parlement et de la commission (non élue) européennes. Laisser les peuples décider par la voie du vote ! »
- « Je suis en faveur de tout ce qui relève de la coopération européenne tout en gardant notre souveraineté, car l'UE a des avantages (€, PAC...). Mais si les membres de l'UE perdent leur souveraineté, nous allons devenir des États Unis d'Europe. Ce n'est pas ce que je veux. Je ne veux pas qu'un pays comme le nôtre, avec son histoire, sa culture, etc. »

« Propositions concrètes

- Contrôler et limiter les missions et prérogatives de l'Europe dans certains domaines
- Réduire les pays dans l'UE afin d'avoir une UE plus forte économiquement
- Laisser plus de marge aux États membres pour décider de leur politique dans certains domaines : immigration, laïcité, défense
- Faire un référendum sur la sortie de la France de l'UE
- Revenir au marché commun de la CEE
- Rendre la souveraineté à la France, et utiliser l'Europe comme marché commun

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Revoir les politiques relatives à l'immigration

À retenir

Une centaine de participants évoque spontanément leur volonté de **réduire l'immigration, en renforçant la lutte contre les flux migratoires irréguliers**. Ils demandent un contrôle **plus strict des frontières nationales et européennes** pour gérer efficacement les entrées sur le territoire.

La préservation des origines, traditions et identités culturelles est également évoquée comme élément justifiant une politique migratoire plus restrictive.

SOUS-THÈMES PRINCIPAUX	% *
Lutter contre l'immigration	50%
Contrôler ses frontières nationales et européennes	33%
Protéger nos origines, traditions et identités	10%
Supprimer la CEDH	6%

« Verbatims

- « Lutter contre l'immigration illégale en priorité et légale ensuite et renforcer le sentiment d'appartenance au pays pour les citoyens en favorisant la culture du pays en question. »
- « Il faut remettre la douane aux frontières intérieures de l'Union européenne afin de stopper les trafics de toutes sortes. »

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Optimiser le fonctionnement actuel de l'Union européenne

SOUS-THÈMES PRINCIPAUX	% *
Améliorer la transparence sur la gouvernance	30%
Réduire l'inflation normative	24%
Réduire l'importance des lobbys	15%
Simplifier le fonctionnement des institutions de l'UE	11%
Supprimer la règle de l'unanimité	10%
Lutter contre les ingérences étrangères	6%
Faire appliquer les normes européennes	4%

À retenir

Les idées majoritaires

Face au décalage avec le quotidien des citoyens, ainsi que la méconnaissance du fonctionnement de l'UE, certains participants invitent à améliorer le fonctionnement actuel de l'Union européenne.

Les principales propositions :

- Le besoin de **transparence dans la vie politique et dans la gestion des affaires européennes**
- **Atténuer significativement le poids des lobbys** dans l'élaboration des politiques afin d'assurer que les intérêts des citoyens prévalent
- **Rendre les procédures institutionnelles de l'UE plus claires et plus accessibles**, pour que chaque citoyen puisse les comprendre et les suivre.
- Éliminer la « **contrainte** » de l'**unanimité** pour dynamiser le processus législatif et surmonter les impasses politiques
- Maintenir l'autonomie et la souveraineté de l'Union avec un engagement ferme contre toute ingérence extérieure

Ecart entre les profils des participants

L'amélioration de la **transparence** est prioritairement attendue par les **femmes**.

Avez-vous des idées à nous partager pour intéresser les citoyens au projet européen et/ou leur permettre de participer directement aux travaux du Gouvernement français au sein de l'Union européenne ?

Optimiser le fonctionnement actuel de l'Union européenne

« Verbatims

- « Malheureusement, la réputation de l'UE est mauvaise, notamment suite aux corruptions récentes (Qatar), le manque de transparence sur le contrat des vaccins (...) Il serait important d'avoir quelque chose comme Anticor ou une Haute Autorité de la Transparence. La mauvaise réputation n'incite pas les gens à s'y intéresser, même au contraire, elle incite à se polariser. »
- « L'organisation de la gouvernance européenne est extrêmement complexe et peu lisible pour les citoyens. Il faudrait un très grand chantier de simplification des institutions pour se rapprocher de la gouvernance d'un Etat (sous la forme Président/PM + Gouvernement + Parlement + "Ministères") »
- « Montrer à quel point les institutions européennes sont les proies des lobbies industriels et qu'il est important que nous soyons très nombreux à nous mobiliser si nous voulons que le peuple ait toujours son mot à dire. »
- « L'UE devrait lutter plus efficacement contre les ingérences étrangères sur son sol (type adoption d'un décret sur le modèle FARA US) »
- « Très difficile de répondre à cette question car la gouvernance européenne est beaucoup trop opaque. »

« Propositions concrètes

- Renforcer les règles de transparence et de déontologie dans les institutions
- Diffuser un bilan annuel synthétique et simplifié des actions effectuées par l'Union et à venir
- Simplifier le mille-feuilles politique français (région, département, communauté de communes, communes), afin de laisser plus de place et plus de compréhension des décisions européennes.
- Interdire aux députés européens d'être soutenus par de grands groupes industriels européens ou américains.
- Supprimer la règle de l'unanimité absolue et ajouter une dose de proportionnalité
- Réduire l'autonomie des commissaires européens
- Rendre compte des positions et des votes des députés européens et français par parti politique, afin de mettre en évidence les contributeurs effectifs (présence notamment)

Pour les participants ayant répondu « Non » à la question « Pensez-vous que l'Ukraine a sa place dans le projet européen, au même titre que la Moldavie et les pays candidats des Balkans occidentaux ? »

Selon vous, pourquoi l'Ukraine n'a pas sa place dans le projet européen ?

Réponses à la question ouverte

Selon vous, pourquoi l'Ukraine n'a pas sa place dans le projet européen ?

THÈMES PRINCIPAUX			% *
A. La situation politique, économique et sociale de l'Ukraine ne permet pas d'envisager son adhésion à l'Union européenne (79%)	1. L'Ukraine ne respecte pas les critères d'adhésion à l'Union européenne (51%)	L'Ukraine ne répond pas aux critères politiques d'adhésion : le pays est trop instable et corrompu	22%
		L'adhésion de l'Ukraine présente des risques géopolitiques	17%
		L'Ukraine ne répond pas aux critères économiques d'adhésion : le niveau de vie trop bas pourrait affaiblir l'UE	10%
		L'Ukraine est encore trop éloignée des critères actuels d'entrée	2%
	2. L'Ukraine est historiquement, culturellement et géographiquement plus proche de la Russie que de l'Europe		14%
	3. La situation actuelle de l'Ukraine ne suffit pas à légitimer son adhésion		8%
	4. L'Ukraine doit rester une zone tampon neutre entre l'Europe et la Russie		5%
B. L'UE doit déjà réussir à fonctionner à 27			19%
Autres			3%

À retenir

Pour 80% des participants ayant répondu « Non » à la question « *Pensez-vous que l'Ukraine a sa place dans le projet européen, au même titre que la Moldavie et les pays candidats des Balkans occidentaux ?* », leur réponse s'explique par la **situation économique, politique et sociale de l'Ukraine**. Ils mettent en avant :

- **Le non-respect des critères d'adhésion de Copenhague : le critère politique**, du fait de la corruption perçue et de la situation géopolitique qui présente des risques pour l'Europe, ainsi que **le critère économique**, avec un niveau de vie jugé trop faible.
- **Une trop grande différence historique, culturelle, et géographique** avec les autres pays membres, reliant davantage l'Ukraine à la Russie
- **La situation actuelle de l'Ukraine, qui ne suffirait pas à justifier son adhésion** au sein de l'UE.

Pour 19% des autres participants, **ce sont des raisons liées au fonctionnement de l'Europe** et aux difficultés à se coordonner déjà à 27 Etats membres. Ils estiment que l'Europe doit d'abord se stabiliser avant d'intégrer un nouveau pays, quel qu'il soit.

1. L'Ukraine ne respecte pas les critères d'adhésion à l'Union européenne

L'Ukraine ne répond pas aux critères politiques d'adhésion : un pays trop instable et corrompu

À retenir

« L'Ukraine ne répond pas aux critères politiques d'adhésion : un pays trop instable et corrompu » est la première raison mise en avant par 22% des participants. Ils évoquent spontanément la corruption « endémique » de l'Ukraine comme un frein majeur à son intégration, ainsi que son instabilité politique, et le non-respect des standards démocratiques.

Les idées majoritaires

- **L'Ukraine ne répond pas aux critères politiques de Copenhague** : la stabilité des institutions, l'État de droit, les droits de l'homme et le respect des minorités. Selon ces participants :
 - L'Ukraine est un pays trop en retard en matière de corruption, susceptible d'entraîner des détournements de fonds européens.
 - Le système politique ukrainien, trop instable, est incompatible avec le système européen.
 - L'Ukraine ne respecte pas les Droits de l'Homme (le trafic d'enfants, le trafic de drogues et le trafic d'organes sont notamment évoqués).

Les attentes des participants

- Les participants soulignent la nécessité de sensibiliser les pouvoirs, les politiques et le peuple ukrainien sur les enjeux de corruption.
- L'Ukraine doit, selon eux, prendre le temps de mûrir son projet et démontrer par des institutions démocratiques et une stabilité politique qu'elle se rattache aux standards de l'Europe.

1. L'Ukraine ne respecte pas les critères d'adhésion à l'Union européenne

L'Ukraine ne répond pas aux critères politiques d'adhésion : un pays trop instable et corrompu

SOUS-THÈMES PRINCIPAUX	% *
L'Ukraine est un pays corrompu	81%
L'Ukraine est un pays instable politiquement	9%
L'Ukraine ne respecte pas les Droits de l'Homme	3%
L'Ukraine ne respecte pas les standards démocratiques	6%

La corruption est davantage évoquée par les plus de 46 ans et moins par les étudiants.

« Verbatims

- « Critères politiques : stabilité des institutions garantissant la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme et le respect des minorités. »
- « L'Ukraine ne sortira jamais de la corruption systémique qui gangrène la vie publique et ce encore aujourd'hui. »
- « En 2022, le pays était classé au 116e rang sur 180 de l'indice mondial de la perception de la corruption établi par l'ONG Transparency International. »
- « C'est un pays qui doit faire encore des efforts, le pouvoir minimise beaucoup le statut de pays corrompu, il faut sensibiliser les politiques et le peuple ukrainien à ce que ce fléau soit derrière eux. »
- « Car l'Ukraine est un pays qui, je pense, ne respectera pas les lois européennes et que ce pays n'est pas assez démocratique. »
- « Trafic d'enfants, trafic de drogue, trafic d'organes, gouvernement corrompu. Je pense que c'est suffisant pour dire non. »

1. L'Ukraine ne respecte pas les critères d'adhésion à l'Union européenne

L'adhésion de l'Ukraine présente des risques géopolitiques

À retenir

Les risques géopolitiques liés à la situation de guerre de l'Ukraine sont la **deuxième raison** spontanément évoquée par **17% des participants**. Cette adhésion est susceptible de « provoquer une expansion du conflit » et « faire entrer la guerre en Europe ».

Les idées majoritaires

- **Intégrer aujourd'hui l'Ukraine à l'Union Européenne risquerait d'entraîner l'Europe dans la guerre**, voire de provoquer une guerre mondiale. Certains expliquent ces risques par l'expansion de l'OTAN aux frontières russes, qui entraînerait une rupture des accords passés avec la Russie. La trop grande influence américaine est également envisagée comme un risque : « l'Ukraine deviendrait le cheval de Troie américain en Europe ».
- **L'Ukraine n'a pas sa place dans le projet européen car elle en guerre**. La fin de la guerre est une condition importante pour permettre son adhésion, pour ne pas déstabiliser l'UE et l'entraîner dans le conflit.
- **Pour certains, cette guerre est de la responsabilité de l'Ukraine**, estimant que l'Ukraine a violé les accords de Minsk en amont de l'invasion russe.

Les attentes des participants

- La Russie doit accepter en amont l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne
- L'Ukraine doit attendre la fin de la guerre avant de candidater de nouveau

1. L'Ukraine ne respecte pas les critères d'adhésion à l'Union européenne

L'adhésion de l'Ukraine présente des risques géopolitiques

SOUS-THÈMES PRINCIPAUX	% *
L'adhésion de l'Ukraine est susceptible de générer des conflits avec la Russie	62%
L'Ukraine est un pays en guerre	23%
L'Ukraine est un pays sous influence américaine	5%
L'adhésion de l'Ukraine est susceptible de générer des risques liés à l'OTAN (missiles à la frontière, etc.)	4%
L'UE doit respecter les accords passés avec la Russie	3%
L'Ukraine ne respecte pas les traités de Minsk	3%

Les femmes mentionnent davantage les risques de conflits avec la Russie que les hommes.

« Verbatims

- « L'Ukraine étant en guerre contre la Russie, si son soutien humanitaire et défensif par l'UE est nécessaire, son intégration au sein de l'UE dans ce cadre-là peut avoir des conséquences sur une expansion du conflit. »
- « Faire entrer un pays en guerre dans l'Union européenne est la pire des idées pour la stabilité économique et sociale de l'Union et précipiterait cette dernière dans la guerre. Pour que l'Ukraine puisse entrer dans l'UE, elle doit d'abord régler son différend avec son voisin la Russie et se débarrasser des ingérences étrangères (USA) sur son sol. »
- « L'Ukraine est le berceau de la Russie, et tant que l'OTAN posera ses bases militaires aux frontières russes, il vaut mieux garder les risques hors de l'Europe, sinon c'est une guerre généralisée qui nous attend. Cette évidence ne devrait pas avoir à être exprimée. »
- « Le président de l'Ukraine est soumis aux Etats-Unis et est à l'origine du conflit ainsi que l'OTAN (non-respect des accords de Minsk, bombardement depuis 2014 des régions du Donetsk et de Lougansk, 11 000 morts environ...). »

1. L'Ukraine ne respecte pas les critères d'adhésion à l'Union européenne

L'Ukraine ne répond pas aux critères économiques d'adhésion

À retenir

10% des participants évoquent spontanément le non-respect des critères économiques d'adhésion à l'Union européenne. Selon eux, le niveau de vie trop faible de l'Ukraine est susceptible d'entraîner des conséquences économiques conjoncturelles et sur le marché du travail.

Les idées majoritaires

- **Le niveau de vie ukrainien est trop faible comparativement aux autres pays de l'UE** (salaires moyens et minimums trop faibles). Certains participants mentionnent que les disparités économiques au sein de l'UE sont déjà trop importantes, notamment avec les pays récemment intégrés.
- **Ces disparités économiques sont susceptibles d'entraîner des conséquences et déséquilibres, notamment sur le marché du travail** (risque de dumping social). Les risques de concurrence déloyale pesant sur le secteur de l'agriculture sont notamment mentionnés.
- **La situation économique et géopolitique de l'Ukraine risque d'avoir des conséquences économiques importantes**, notamment liées au coût de son entrée et aux coûts de la reconstruction.

Les attentes des participants

- L'UE doit intégrer des pays avec moins de disparités économiques pour éviter les déséquilibres et la concurrence déloyale entre les pays membres.

1. L'Ukraine ne respecte pas les critères d'adhésion à l'Union européenne

L'Ukraine ne répond pas aux critères économiques d'adhésion

SOUS-THÈMES PRINCIPAUX	% *
Un niveau de vie trop bas comparativement aux autres pays de l'UE	51%
Cela va coûter plus que ça ne va rapporter (coût de la reconstruction, baisse du pouvoir d'achat, etc.)	20%
Des conséquences sur le marché du travail (dumping social, concurrence déloyale...)	9%
Des conséquences économiques pour l'Europe	8%
Des conséquences vis à vis de l'agriculture européenne	7%
Le nombre de pays peu développés est déjà trop important dans l'UE	5%

Les coûts induits sont davantage mentionné par **les femmes**.
Les hommes mentionnent davantage le **niveau de vie faible**
et les **risques sur le marché du travail**.

« Verbatims

- « L'écart de niveau de vie entre les Ukrainiens et les citoyens de l'Union européenne est trop important. L'économie ukrainienne est détruite et ce n'est pas aux Européens de financer son redressement. »
- « On ne fait pas rentrer un pays dont le revenu moyen par habitant est 10 fois inférieur au niveau moyen français dans un marché commun. »
- « Si l'Ukraine rentre dans l'Union européenne, même après la guerre, cela modifiera les équilibres dans l'Union européenne en termes de budget et de répartition des aides européennes. De plus, il faudra financer sa reconstruction alors que l'Europe finance déjà sa défense tout en subissant les conséquences sur l'économie et l'inflation. »
- « Le prix du travail est trop bas en Ukraine, cela créerait une compétition déloyale entre travailleurs européens et surexploiterait les ukrainiens. »
- « Parce qu'elle va desservir les intérêts de la France en matière d'agriculture et nos agriculteurs seront défavorisés. »

2. L'Ukraine est historiquement, culturellement et géographiquement plus proche de la Russie que de l'Europe

À retenir

Les différences historiques, culturelles et l'éloignement géographiques avec l'Europe sont spontanément évoquées par **14% des participants**. Selon eux, l'Ukraine est plus proche de la Russie de par son histoire, sa culture et sa géographie, ce qui rendrait peu cohérente son entrée au sein de l'Union Européenne.

Les idées majoritaires

- **L'Ukraine partage une histoire commune avec la Russie** (ancienne partie de la Russie, ancien Etat du bloc URSS)
- **Les différences culturelles sont trop importantes** entre l'Europe et la Russie (histoire, langue...), la rapprochant davantage de l'Orient
- **Les valeurs de l'Ukraine sont trop éloignées** des valeurs Européennes (bien-être, progressisme, Droits de l'Homme, ...)

Les attentes des participants

- Considérer les prérequis culturels, historiques et géographiques avant d'intégrer un pays au sein de l'Union européenne

2. L'Ukraine est historiquement, culturellement et géographiquement plus proche de la Russie que de l'Europe

SOUS-THÈMES PRINCIPAUX	% *
L'Ukraine est trop éloignée culturellement	39%
L'Ukraine est historiquement Russe	27%
L'Ukraine a des valeurs différentes	13%
L'Ukraine est trop éloignée géographiquement	13%
L'Ukraine n'est pas un pays européen	8%

Les **femmes** mentionnent davantage **l'éloignement géographique** comparativement aux **hommes** qui, eux, évoquent davantage la proximité historique avec la Russie que les femmes.

« Verbatims

- « L'Ukraine ne fait pas partie de l'Europe d'un point de vue géographique, historique et culturel. »
- « Nous n'avons pas la même culture. L'Europe est géographique mais avant tout culturelle. Si on parle d'Union uniquement, tout pays peut la rejoindre. Si on parle d'Union européenne, des prérequis culturels, historiques, géographiques et presque civilisationnels sont nécessaires. Bien avant les questions économiques. »
- « L'Ukraine est au bord de l'Europe mais reste un pays du bloc Russo-oriental, au même titre que la Turquie par exemple. Il faut mettre une limite logique, sur les bases de l'histoire et des cultures. Faire grandir la Communauté européenne continuellement ne la servira pas. »
- « C'est une autre culture, d'autres valeurs. Elles sont bien plus proches des valeurs slaves dont elles découlent que des valeurs de l'Europe occidentale. »
- « Pays trop éloigné géographiquement comme d'autres qui font déjà partis de l'Europe. »

3. La situation actuelle de l'Ukraine ne suffit pas à légitimer son adhésion

À retenir

Pour 8% des participants, la situation actuelle de l'Ukraine ne suffit pas à légitimer son adhésion. Ils mettent en avant l'importance de ne pas se précipiter à prendre une décision en réponse à une situation de crise, avec le contexte de guerre avec la Russie. D'autant plus que, pour certains participants, l'Ukraine souhaite intégrer l'Union européenne pour de mauvaises raisons, et uniquement pour se protéger de la Russie.

Les idées majoritaires

- **L'Ukraine ne semble pas vouloir sincèrement adhérer au projet européen** : elle souhaite intégrer l'Europe pour se protéger de la Russie et obtenir des aides financières.
- Intégrer l'Ukraine au sein de l'Union Européenne **ne présente pas d'intérêt pour l'Europe**. Pour certains participants, son adhésion ne serait également pas favorable à l'Ukraine, qui a tout intérêt à rester souveraine.
- **L'Ukraine ne doit pas être privilégiée** à d'autres pays.
- L'adhésion de l'Ukraine, si motivée par des raisons géopolitiques de situation de guerre, **n'est pas de la responsabilité de l'Union Européenne**.

Les attentes des participants

- Le processus d'adhésion de l'Ukraine doit être reconsidéré une fois la guerre terminée.
- Il est nécessaire de réfléchir à des alternatives à son intégration au sein de l'Union européenne pour aider et coopérer avec l'Ukraine. Par exemple, en devenant un partenaire commercial privilégié, ou en créant de nouvelles formes de coopération (aide militaire, échanges interculturels...).

3. La situation actuelle de l'Ukraine ne suffit pas à légitimer son adhésion

SOUS-THÈMES PRINCIPAUX	% *
L'Ukraine veut rejoindre l'Europe pour se protéger face à la Russie / avoir des ressources financières	44%
L'adhésion de l'Ukraine ne présente aucun intérêt direct	18%
La demande d'adhésion devrait plutôt se faire après la guerre	11%
L'adhésion de l'Ukraine ne devrait pas être privilégiée à d'autres pays	10%
L'adhésion de l'Ukraine n'est pas de la responsabilité de l'UE	8%
L'UE peut penser de nouveaux moyens de collaborer avec l'Ukraine alternatifs à son intégration au sein de l'UE	6%
L'adhésion ne serait pas favorable à l'Ukraine	4%

« Verbatims »

- « Son entrée serait une réponse émotionnelle et non rationnelle. Aucun avantage pour l'UE. »
- « L'adhésion à l'UE n'est une "assurance". De mon point de vue, le processus d'adhésion de l'Ukraine devra être reconsidéré quand la guerre sera finie. »
- « L'Ukraine peut avoir sa place dans le projet européen, en revanche, la guerre en Ukraine ne devrait pas rendre l'adhésion à l'UE plus "facile". Il ne doit pas être dérogé aux critères d'adhésion pour ce motif. Une adhésion trop rapide ne serait pas bénéfique. »
- « Indépendamment du respect et du soutien sans failles à apporter à l'Ukraine pour combattre la Russie agressive, l'Ukraine doit rester un partenaire privilégié de l'UE mais pas un Etat membre. »
- « L'Union européenne en tant qu'organisation internationale de coopération telle qu'elle existait avant 1992 avait un sens pour l'Ukraine. Aujourd'hui ce serait un frein à son développement économique et une machine à détruire sa culture. »

L'UE doit déjà réussir à fonctionner à 27

À retenir

« **L'Union Européenne doit déjà réussir à fonctionner à 27** » est la deuxième raison principale pour laquelle l'Ukraine n'a pas sa place dans le projet Européen selon 22% des participants. Ces derniers considèrent que l'élargissement à 27 Etats membres a déjà paralysé le fonctionnement de l'Union européenne et qu'il ne permet pas d'envisager un nouvel élargissement, sans approfondissement au préalable.

Les idées majoritaires

- **L'élargissement trop rapide a déjà affaibli l'Europe** : des participants considèrent que les dernières intégrations ont été faites trop rapidement sans uniformisation au préalable. Pour certains, l'élargissement aurait dû s'arrêter à 6 ou 8 Etats membres.
- **Les Etats membres ont déjà des difficultés à se coordonner à 27** : le nombre élevé d'Etats et les intérêts divergents aboutissent à une certaine « paralysie » du fonctionnement de l'UE avec une complexification de la gouvernance, une lenteur d'avancement des dossiers et des processus de décisions.
- **L'Europe des 27 présente aujourd'hui de trop grandes disparités politiques, économiques, sociales** entre les Etats qui rendent difficile toute nouvelle intégration sous peine de fragiliser l'Union actuelle.

Les attentes des participants

- Avant tout élargissement, l'Europe doit d'abord s'unifier autour d'une culture commune
- L'Union doit réformer son système de prise de décision et notamment modifier les règles de majorité
- L'Union doit d'abord uniformiser les règles entre les pays (économiques, fiscales, politiques...)

L'UE doit déjà réussir à fonctionner à 27

SOUS-THÈMES PRINCIPAUX	% *
L'élargissement trop important et trop rapide a déjà affaibli l'Europe	51%
Les pays membres ont déjà des difficultés à se coordonner à 27	33%
L'UE doit au préalable réformer son fonctionnement et sa gouvernance	7%
L'UE a d'abord besoin de s'unifier autour d'une culture commune	6%
L'UE doit aider les Européens d'abord	2%

Les enjeux de gouvernance ont été beaucoup plus abordés par des personnes vivant en milieu urbain qu'en milieu rural.

« Verbatims

- « L'augmentation du nombre de membres n'est pas souhaitable : elle complexifie et paralyse la gouvernance et tend à faire perdre toute légitimité démocratique aux décisions communes aux citoyens européens qui ne s'y retrouvent plus. »
- « Contre un élargissement quel qu'il soit parce qu'on n'arrive déjà plus à avancer avec la règle de l'unanimité et la lourdeur administrative. Je préférerais un système à 2 niveaux : coopération totale dans les pays où il y a l'euro et liens type Norvège avec les autres. »
- « Le projet initial de la CEE était de rapprocher les pays ayant des intérêts communs. Plus l'UE s'étend, plus les intérêts des Etats membres divergent et plus elle devient inefficace. »
- « Il est indispensable que l'Europe à 27 Etats fonctionne déjà correctement sur le plan social, fiscal, économique avant d'envisager tout élargissement. »
- « Il faudrait renforcer les liens entre les états membres mais pas forcément chercher à élargir le périmètre de l'UE. »

Contributions minoritaires

5%

L'Ukraine doit rester une zone tampon neutre

L'Ukraine doit rester une « zone tampon », « un pont » ou un « pays verrou » entre l'UE et la Russie, et rester neutre, notamment pour maintenir la paix entre l'OTAN et la Russie.

2%

L'Ukraine est encore éloignée de tous les critères d'entrée

L'Ukraine ne répond pas à l'ensemble des critères d'entrée.

2%

Autres : critiques à l'égard du projet européen

Des participants expriment des réticences vis-à-vis du projet européen, en remettant en question ses intentions, son fonctionnement et le bénéfice pour les Etats membres. Certains désirent un Frexit. D'autres considèrent que la guerre en Ukraine est de la responsabilité de l'Europe.

0,5%

Autres : remarques à l'égard du questionnaire

Certains participants auraient apprécié pouvoir s'exprimer avec plus de caractères. Des confusions ont également été exprimées quant à la formulation de la question : il aurait été apprécié notamment d'avoir une définition du mot « projet européen » qui se confond avec « Union européenne » et « Europe » dans l'ensemble du questionnaire.



MINISTÈRE
CHARGÉ DU RENOUVEAU
DÉMOCRATIQUE,
PORTE-PAROLAT
DU GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Fin du document

Centre interministériel de la participation citoyenne